



**Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) /  
Fonds pour la consolidation de la paix (le Fonds)**

<b>Intitulé du projet :</b> <b>PROJET INTEGRE DE STABILISATION DU NORD KALEHE EN PROVINCE DU SUD KIVU</b>	<b>Entité(s) bénéficiaire(s) de l'ONU</b> <b>PNUD / UNHABITAT / IOM</b>
<b>Personne à contacter concernant le projet :</b> Mme Priya GAJRAJ, Directeur pays. <b>PNUD</b> (« lead ») E-mail : priya.gajraj@undp.org  Mr. Adam KANDINE, Land Policy Expert, CTA (ai) - <b>UN-Habitat</b> E-mail : adam.kandine@unhabitat.org  Mr Laurent DE BOECK, Directeur pays <b>OIM</b> E-mail : ldeboeck@iom.int	<b>Partenaire(s) d'exécution :</b> <b>Partenaire UN :</b> FAO <b>GoDRC :</b> PNC, Administration Publique, Justice, Services foncier, Services des routes, Commission Foncière de l'Ituri, IPAPEL, Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Élevage ; Division provinciale du Développement Rural. <b>ONG :</b> APC, AFEDEM, <b>MONUSCO :</b> CAS, JSS, Correction, UNPOL, SVU, SSU
<b>Numéro du projet :</b> <i>À compléter par le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du PNUD (MPTF)</i>	<b>Site du projet :</b> MINOVA – NUMBI – ZIRALO, dans le Nord du Territoire de Kalehe, Sud Kivu, RDC
<b>Descriptif du projet :</b> Sécurisation foncière intégrée et stabilisation de l'axe Minova-Numbi-Ziralo	<b>Coût total du projet :</b> USD 4,530,552 Fonds pour la consolidation de la paix : <b>USD 3,623,986</b> Apport gouvernemental : Services à capitaliser Autre : USD 906,566 (à mobiliser)  <b>Date de démarrage du projet proposée :</b> 12 / 2014 <b>Date d'achèvement du projet proposée :</b> 7 <b>Durée totale (en mois) :</b> 18 MOIS
<b>« Score » sur l'égalité entre les sexes (« Gender Marker ») : <u>2</u></b> <i>Note 3 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes comme principal objectif.</i> <i>Note 2 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes parmi leurs objectifs.</i> <i>Note 1 pour les projets contribuant en partie à l'égalité entre les sexes mais pas de manière significative.</i> <i>Note 0 pour les projets qui ne visent pas contribuer à l'égalité entre les sexes.</i>	

**Résultats (objectif spécifique) du projet :**

**Résultat 1 :** Les populations et les représentants de l'Etat congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour répondre aux causes des conflits, consolider la paix et créer les bases pour des institutions transparentes, inclusives et effectives.

**Résultat 2 :** La présence et la qualité de service fournie par les représentants de l'Administration contribuent à renforcer l'autorité de l'Etat et accroître la confiance des populations dans leurs institutions

**Résultat 3 :** Sur la base de leurs propres recommandations, la population entreprend des activités de reprise socioéconomique à petite échelle, construit la cohésion sociale malgré les chocs extérieurs, renforce la résilience au plan communautaire, ouvrant un espace pour le développement à plus long terme.

**Domaine de résultat du Fonds résumant au mieux l'objectif du projet :** 1.4

*(Pour les projets financés par l'IRF)*

<p>Entité(s) bénéficiaire(s) de FONG</p> <p><b>PNUS</b> Nom du Directeur Pays: <b>Araya EMBAG</b></p> <p>Signature</p> <p>Date et cachet: <b>16/10/14</b></p> <p>UN Habitat Nom du Représentant: <b>Kobin KAMUKAMA</b> Chef Technical Advisor à l'</p> <p>Signature</p> <p>Date et cachet: <b>07/10/14</b></p> <p>OIM Nom du Représentant: <b>Arant DE GBECK</b> Chef de mission Signature <b>15/10/14</b> Date et cachet</p>	<p>Représentant des autorités nationales Ministre de la Défense Nom: <b>DRUMMOND SIMARAO ALMOYA</b></p> <p>Signature</p> <p>Date et cachet:</p> <p>Coordonnateur National du Projet: <b>Alan KASINDI NGUMANA</b></p> <p>Signature</p> <p>Date et cachet:</p>
---	--

Bureaux d'appui à la consolidation de la paix (PRSO) – New York	Représentant des Nations Unies en RDC
Nom du Représentant:	Nom du Représentant:
Mr Kenneth GILCHRIST – OIR	Mr Wladimir SOUMARE – DASSO/IC/RC
Signature:	Signature:
Date et cachet: 21 Oct 2014	Date et cachet: 16/10/2014

**Table des matières :**

**I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds**

- a) Contexte relatif à la consolidation de la paix
- b) État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix actuellement en cours et déficits à combler
- c) Justification du financement par le mécanisme de financement des interventions rapides (IRF)

**II. Objectif du soutien du Fonds et mise en œuvre**

- a) Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement
- b) Budget
- c) Capacité des entités de l'ONU bénéficiaires et des partenaires d'exécution

**III. Gestion et coordination**

- a) Gestion du projet
- b) Gestion des risques
- c) Suivi et évaluation
- d) Dispositions administratives (langage normalisé)

**Annexe A :** Résumé du projet (à fournir sous format Word au Bureau du MPTF)

**Annexe B :** Cadre de résultats du projet PRF

## COMPOSANTES DU PROJET :

### I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds

#### a) Synergies entre les réponses apportées à la consolidation de la paix

La présente proposition s'inscrit dans la stratégie ISSSS comme réponse de la communauté internationale aux dynamiques de conflits locaux identifiés et auxquelles MONUSCO apportera ses avantages comparatifs dans l'atteinte des objectifs communs. Dans le cadre des îlots de stabilité (IoS), la MONUSCO entend déployer diverses sections qui accompagneront principalement les activités de restauration de l'autorité de l'Etat, garantissant ainsi la mise en place d'un contexte propice à la stabilité.

En ce qui concerne spécifiquement le projet de Kalehe, l'appui fourni par la MONUSCO, se fera principalement :

- 1- Au niveau du renforcement des capacités de l'Administration territoriale, de la Police et de la Justice contribuant ainsi aux résultats de l'objectif spécifique 2 du projet sur la Restauration de l'autorité de l'Etat. Les activités de formation se feront de manière conjointe entre le partenaire de mise en œuvre (agence des Nations Unies) et les sections de la MONUSCO.
- 2- Une synergie entre les compagnies d'ingénieurs de la MONUSCO et le partenaire de mise en œuvre pour la réhabilitation des routes de désenclavement est également recommandée afin de garantir une bonne coordination de ces travaux d'infrastructures. A ce titre, le partenaire de mise en œuvre participera aux rencontres du Road Coordination Meeting dirigées par SSU et rassemblant tous les acteurs engagés dans le secteur des routes.

Un deuxième aspect important de la présence de la MONUSCO à travers les îles de stabilité sur Kaelehe permettra également aux partenaires de mise en œuvre du projet IRF et des communautés, notamment à travers le dialogue, de faire remonter certains points saillants quant aux besoins nécessitant des décisions politiques au niveau provincial ou national – comme par exemple un plaidoyer sur le déploiement de la police, la mise en place de budget de fonctionnement pour les services de l'Etat, le paiement des salaires, etc.

Finalement, un point important de convergence auquel les partenaires de mise en œuvre du projet IRF et les sections de la MONUSCO dans les IoS sera le Suivi et Evaluation des activités sur le terrain, à travers la présence du staff MONUSCO dans les IoS permettant d'organiser le « mentoring » des représentants locaux de l'Etat, les visites de suivi conjointes sur le terrain mais également la contribution d'informations pertinentes quant à la mesure des indicateurs de succès. D'autre part le projet IRF avec ses analyse « baseline » et son suivi d'indicateurs fournira à l'IoS une analyse de l'impact des interventions de stabilisation permettant, au besoin, un ajustement de la planification des activités dans l'IoS.

Un suivi spécifique sera fait à travers la présence de la MONUSCO dans l'IoS de Kalehe quant aux activités d'exploitation des ressources naturelles sur la zone et le suivi des activités du Centre de négoce de Numbi.

#### b) Contexte relatif à la consolidation de la paix :

La province du Sud Kivu, située au centre de la partie East de la République Démocratique du Congo (RDC), couvre une superficie 64.849 km<sup>2</sup>. Elle est limitée à l'Est par les Républiques du Rwanda et du

Burundi, au Sud par la République de la Tanzanie, les provinces du Maniema et du Katanga, à l'Ouest par la Province du Maniema et au Nord par la Province du Nord Kivu. Erigée en province en 1988 suite au morcellement de l'ancienne province du Kivu, la Province du Sud Kivu est composée de la ville de Bukavu (chef-lieu de la Province) et 8 territoires (Fizi, Idjwi, Kabare, Kalehe, Mwenga, Shabunda, Uvira et Walungu) formés par 18 chefferies et 185 groupements.

La population de la Province du Sud Kivu est estimée à 5.228.908 d'habitants en 2013, soit 7,5% de la population nationale avec une densité de 80 habitants /km<sup>2</sup> contre 32 habitants /km<sup>2</sup> au niveau national. Une forte concentration de la population est observée le long des lacs Kivu et Tanganyika allant des extrêmes Nord et Sud de la province. Cette forte densité sur cet axe est beaucoup influencée par différentes opportunités telles que les lacs, les terres arables, les échanges transfrontaliers, etc.

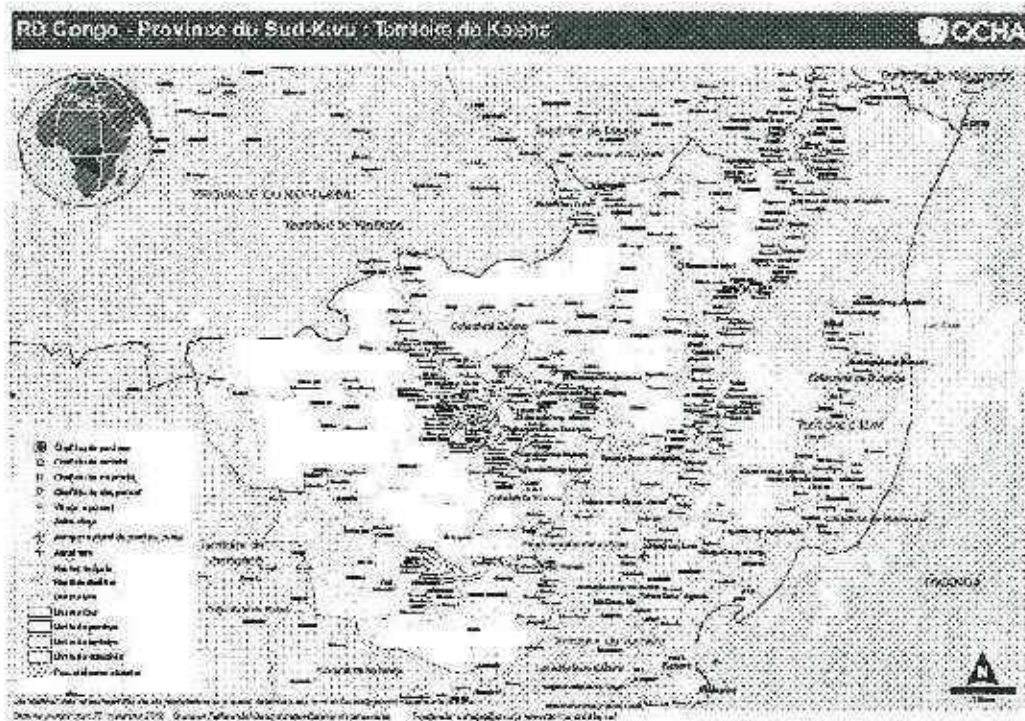
#### **Dynamiques de conflits**

La province du Sud-Kivu se trouve au cœur du conflit qui sévit dans l'est de la RDC : c'est là qu'a commencé la Première Guerre du Congo (1996–1997). Depuis la fin de la Deuxième Guerre du Congo (1998–2003), le risque que cette province ne déstabilise toute la région s'est amoindri, mais les conflits locaux violents se sont multipliés, nourris par un opportunisme politique et des luttes locales autour du foncier et du pouvoir. Ces conflits, alimentés par l'activisme des groupes armés et la faiblesse des mécanismes institutionnels de protection des civils font de la Province une zone à cycle d'insécurité permanente, surtout dans les milieux ruraux.

#### **Kalehe, épiceutre des principaux conflits du territoire.**

Le Territoire de Kalehe est parmi les plus affectés par cette situation très préoccupante. Selon le Comité d'Analyse des Risques (CAR) du Sud Kivu, ce territoire cristallise les principaux conflits de la province : 30% de tous les conflits de contrôle du pouvoir coutumier devant les territoires de Fizi et Mwenga, 23% des conflits ethno-politiques, à égalité avec les territoires d'Uvira et Fizi, autres territoires. S'agissant des conflits fonciers, le CAR a identifié en novembre 2013, 21 conflits fonciers importants dans le territoire de Kalehe dont 17 ont été considérés comme conflits à risques très élevés.

## Carte du Territoire



### Dilemmes sécuritaires

- Faible présence de l'autorité de l'Etat

Le territoire de Kalehe dispose de 2 Districts de police : le District de Kahuzi-Biega sis à Bunyakiri<sup>1</sup> couvrant 6 Commissariats et 22 sous-commissariats avec 183 agents et le District de Kalehe, situé à Minova, disposant de 247 agents répartis au sein de 5 Commissariats et 19 sous-commissariats. Malgré cette couverture, les populations ne se sentent en sécurité que dans un rayon d'un kilomètre autour des voies principales. En effet, la présence de la police reste limitée aux axes principaux, les localités situées dans les Hauts Plateaux comme Ziralo restant difficile d'accès. De même, le déploiement des agents dans les sous commissariats n'est pas effectif, tant en nombre d'agents qu'en présence réelle. Ainsi, le Sous Commissariat de Ziralo, à la frontière avec le Nord Kivu, n'accueille que 2 agents quoique la carte de déploiement des agents de police de la Province du Sud Kivu indique 8 agents. Au sous-commissariat de Shanje, les agents consacrent en moyenne 5 heures dans un mouvement de va-et-vient entre la cité de Numbi et leur poste d'affectation, ne laissant que 3 heures à l'exercice de leurs fonctions de sécurité des personnes et des biens. Les agents de police sont par ailleurs peu formés, sous équipés et pour la majorité, sans solde.

L'Administration foncière, chargée de documenter les transactions sur les terres et prévenir les conflits n'est que peu présente à Kalehe Centre, dans des locaux vétustes, sans outils d'archivages des opérations réalisées, entraînant de nombreux litiges du ressort de la justice. Le chef de circonscription non présent à son poste d'affectation, gère les dossiers de la circonscription à partir de Bukavu.

<sup>1</sup> Construit dans le cadre de la première phase de la stratégie ISSSS en même temps que le commissariat de police de Bitale, le poste administratif de Bunyakiri et la prison de Bunyakiri.

Le tribunal de paix de Ihusi (Kalehe Centre) et son siège secondaire de Minova, censés rapprocher la justice du justiciable et résoudre les conflits interpersonnels, ne sont également que partiellement utilisés. Le personnel judiciaire, non présent en permanence, organise des missions bi-hebdomadaires pour les auditions et audiences. Ce défaut de permanence des institutions policières et judiciaires dans les Hauts- Plateaux, laisse la porte ouverte à l'arbitraire.

En raison des difficultés relatives de l'Etat à répondre aux besoins fondamentaux des populations (selon le Harvard Humanitarian Institute, en 2013, pratiquement 50% de la population du territoire considère que la PNC et les FARDC ne font rien pour les protéger), les communautés des Hauts Plateaux ressentent de la méfiance envers les autorités déployées. A Minova, les représentants de la société civile dans leur ensemble ont affirmé que les populations préfèrent recourir aux Comités de Dialogue et de Médiation (CDM) qu'aux services de la justice pour le règlement de leurs différends.

- Enclavement géographique

L'une des raisons de la faible présence des autorités administratives est l'enclavement de plusieurs localités qui entrave les mouvements de l'administration, des populations et des partenaires au développement. Ainsi, sur l'axe Miti-Hombo où plusieurs acteurs internationaux soutiennent des actions locales de stabilisation, la coupure de la Route Nationale 3 pendant 7 mois (novembre 2013 à mai 2014) au niveau de Bunyakiri a empêché toute activité de suivi de la part des partenaires.

Dans la zone cible du projet, le cas de Ziralo, groupement de la Collectivité Chefferie Buloho situé dans le Nord Kalehe, est préoccupant. Protagonistes avec les populations du groupement de Buzi dans les revendications foncières liées aux 5 collines, les 38 005 habitants de Ziralo expriment également un sentiment de rejet et d'exclusion dû à son enclavement par rapport aux pôles de développement. Distant de 176 km de la Route Nationale 3 et principalement de Bunyakiri, centre administratif auquel il est rattaché, Ziralo est beaucoup plus proche de Minova situé à 72 kms. Toutefois cette cité reste difficile d'accès en raison de l'absence de route carrossable. Les 27 kms séparant Kalungu de Numbi dans le sens de Ziralo sont praticables en voiture seulement pendant la saison sèche. Les 17 kms de Numbi à Lumbishi ne sont accessibles qu'avec des 2 roues. Il n'existe en revanche aucune voie d'accès de Lumbishi à Tushunguti (Ziralo), distants de 18 kms. Les populations sont en conséquence obligées de porter tout le matériel nécessaire aux travaux de développement de leur localité. Au regard des conflits récurrents existants entre les deux groupements, et sur la base du « principe de ne pas nuire », le projet entend mettre ensemble les communautés autour d'une initiative d'aménagement de la voirie et de désenclavement de la zone. Cette action permettra d'assurer un minimum d'accessibilité pour tous les acteurs, faciliter les interventions de stabilisation, et réduire la capacité de nuire des groupes armés.

- Système d'autoprotection et promotion des groupes armés

Sur le plan sécuritaire, cette méfiance se traduit par le recours aux groupes armés. Les communautés ont en effet développé des mécanismes d'auto protection en créant des groupes armés à caractère identitaire et ethnique : Nyatura pour les Hutus, les Raia Mutomboki (RM) pour les Tembo, poussant à l'extrême les conflits préalablement identifiés.<sup>2</sup>

Les chocs entre les groupes armés se sont fortement polarisées entre les communautés Hutu et Tembo particulièrement depuis l'expansion de l'activisme des RM en Juin 2012, s'affrontant non seulement aux FDLR mais également aux Nyatura, accusé par les RM de s'allier aux FDLR. Ces affrontements sont à la base de représailles et exactions des uns et des autres contre les populations civiles présumées supporter le groupe adverse. Dans les Hauts plateaux de Kalehe, les cas de menaces, assassinats, et incendies de maison sont courants entre communautés Hutu et Tembo. En

<sup>2</sup>L'activisme du groupe armé Kirikicho, pro Tembo, s'est émoussé, devenant ainsi une moindre menace aujourd'hui.

2013, 7 personnes, dont 1 femme, ont été assassinées à Bunje et Nyalugusha ; plus de 230 maisons ont été incendiées à Chambombo, Lumbishi, Kashaku, Kasuru-Nyalugusha, Katanga-Mutakato, Kapfula, Mpanano. En début 2014, 44 maisons Tembo ont été détruites à Bunyangungu et Mianda ; 6 maisons Hutu ont été détruites à Mutale. Les risques de voir ces affrontements s'étendre à grande échelle est perceptible, ce qui empirerait une situation humanitaire déjà précaire.

Bien plus, on assiste aux interventions de ces groupes armés dans les revendications liées à l'accès à la terre, à la compétition pour le pouvoir coutumier ainsi qu'à l'accès aux minerais. Par exemple, le groupe armé Nyatura est intervenu pour soutenir la communauté Hutu dans certains conflits fonciers et coutumiers. Il en est de même pour le Raia Mutomboki dans certains cas dont le cas de Katasomwa où le mauvais traitement d'un jeune Tembo par un élément FARDC a provoqué des échanges de tirs entre FARDC et RM et par la suite, entre ces derniers et les Nyatura en juillet 2013.

Dans ce contexte, la démobilisation des éléments des groupes armés pose encore des problèmes et nécessite un travail approfondi du fait que les leaders de ces groupes ont perdu confiance entre eux. Cette situation serait parmi les causes de l'abandon/retrait d'environ 200 éléments Nyatura du centre de regroupement de Bweremana dans le territoire de Masisi (non loin de Minova) et du camp de Nyamunyuni. Ces réfractaires au processus d'intégration dans les FARDC considéreraient qu'une démobilisation unilatérale de leur groupe sans celle des RM exposerait les membres de leur communauté aux exactions. A l'opposé, la mission de suivi du dialogue social organisé à Bunyakiri début décembre 2013 révèle que les RM résisteraient notamment au processus DDRRR en raison de la présence de Nyatura dans les hauts plateaux, perçue comme une menace communautaire.

A côté de ces groupes armés, il se développe dans ce territoire une forte implication de certains éléments, soit des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), soit de la Police Nationale Congolaise (PNC) et des leaders politiques dans les conflits fonciers, miniers et de pouvoir. Dans le domaine foncier, la pratique consiste à manipuler et instrumentaliser les paysans contre à des grands concessionnaires aussi bien autochtones qu'étrangers. Dans le domaine minier et de l'exploitation des ressources naturelles, certaines autorités militaires, policières ou politiques s'approprient, sans titre, des parcelles de concessionnaires privés ou des portions des réserves nationales comme le parc Kahuzi-Biega. Sur ces sites, ces autorités développent des fermes agropastorales ou contrôlent l'exploitation des gisements. En matière de pouvoir, certains leaders politiques s'immiscent dans la gestion du pouvoir traditionnel, contestant et mobilisant les communautés contre le leadership de certains chefs, au mépris des règles coutumières et séculaires d'accès et d'exercice du pouvoir. Toutes ces interférences aggravent les tensions intra et intercommunautaires autour de la terre et de l'identité.

### **Mobilisation autour de la terre et identité**

Tous les axes du territoire de Kalehe sont affectés par les conflits violents généralement liés au foncier. Selon une étude préliminaire commanditée par l'USAID en 2013, 86% des populations du Nord Kalehé, notamment à Bwisha, Kalungu et Bulenga, considèrent que plus de 86% des conflits en cours dans la zone sont de natures foncières, incluant des conflits entre éleveurs (généralement Tutsi) et agriculteurs. (Hutu, Havu et Tembo). La journée de réflexion autour des conflits fonciers entre éleveurs et agriculteurs, organisée à Minova en décembre 2013 par UNHABITAT, révèle que sur un total de 240 conflits fonciers documentés, 66 conflits (28%) se rapportent aux destructions des cultures par le bétail des grands éleveurs. Ces conflits fonciers sont par ailleurs fortement influencés par les questions identitaires.

D'abord, la délimitation des frontières des chefferies Tembo et Havu en vue du contrôle des ressources reste problématique depuis l'époque coloniale. A ce jour, la zone des « cinq collines », (Numbi, Lumbishi, Luzirandaka, Ngandjo et Shandje) dans le Nord Kalehe, riche en ressources



naturelles (cassitérite, coltan, wolframite ainsi que de grandes fermes où prospèrent l'élevage du gros et du petit bétail), reste une source de disputes entre les deux entités administratives de Ziralo (Tembo) et Buzi (Havu).

Ensuite, le droit positif sur l'accès à la terre renforce les conflits autour du foncier par la non édicition des décrets d'application de la loi N 73-021 du 20 juillet 1973 portant organisation du foncier. On assiste de la sorte à une superposition des modalités d'accès à la terre, entre pratiques coutumières (non-écrites) et formalités modernes, peu élaborées. L'existence de cadastres coutumiers (CC) au niveau des chefferies et la mise en place de Circonscriptions foncières (CF) dirigées par des Conservateurs des Titres immobiliers ne semblent pas réussir à résoudre cette situation, mais plutôt à renforcer cette dualité par des conflits de compétence, notamment en milieu rural<sup>3</sup>.

Enfin, les conflits fonciers ont un relent communautaire et identitaire entre autochtones et allochtones Tutsi, concessionnaires de terres. En effet, les premières communautés allogènes (d'expression kinyarwandaïses) installées dans les exploitations agricoles des Hauts Plateaux en qualité d'ouvriers, dans les années 1950, ont progressivement obtenu des concessions foncières moyennant redevances coutumières. Dans les années 1980, la volonté manifestée par ces communautés allogènes, spécifiquement dans les 5 collines, de s'affranchir de l'autorité des chefs coutumiers autochtones a suscité frustration et ressentiment chez les populations locales et ouvert la question de la nationalité. Le problème s'est généralisé par le refus par la Conférence nationale de 1991 d'octroyer la nationalité congolaise aux Hutus et Tutsis. En 1994, suite au départ précipité des concessionnaires Tutsi au Rwanda à l'occasion du génocide rwandais et de l'arrivée des réfugiés Hutu, les terres laissées vacantes furent redistribuées par les chefs coutumiers Havu et Tembo à leurs sujets ainsi qu'aux réfugiés Hutus. Le retour des concessionnaires tutsis à la faveur des mouvements rebelles AFDL, RCD, CNDP a entraîné des tensions intercommunautaires dues à la revendication des Tutsis revenus récupérer leurs terres. Derrière les conflits fonciers opposant des concessionnaires aux populations locales, ce n'est pas tant la personne du concessionnaire qui est vue, mais sa communauté.

A la suite de l'émergence du mouvement rebelle M23 dans la province du Nord Kivu, dont les attaques sont allées jusqu'aux portes du territoire de Kalehe, à Minova notamment, en Novembre 2012, des membres de la communauté Tutsi, accusés de soutenir ce mouvement rebelle, ont été arrêtés par les autorités. Les membres de la communauté Tutsi sont perçus par les membres des autres communautés comme complices du M23.

#### **Concessionnaires et paysans sans terre – agriculteurs et éleveurs**

Dans le territoire de Kalehe et en particulier dans les hauts plateaux, de vastes étendues de terre sont occupées par des concessions où la pratique du métayage est une alternative de survie pour de nombreux ménages sans terre. Dans un contexte où le nombre d'usurfruitiers s'accroît sans cesse, ces derniers se heurtent aux difficiles conditions de travail et particulièrement à la hausse des frais de métayage pour les petits lopins de terre exploités, variant de 80 à 100 USD par an pour un espace réduit d'environ 12,5 ares (50/25 m). Il s'ajoute hebdomadairement à ces frais deux journées de travail bénévole au service du concessionnaire.

Ainsi on observe que dans certaines zones les conflits fonciers opposant concessionnaires et petits paysans demeurent latents avec des risques bien réels d'escalade. Ces risques sont d'autant plus exacerbés que de nombreux autres contentieux opposent les concessionnaires traditionnellement éleveurs aux petits paysans qui sont agriculteurs.

<sup>3</sup> IFDP, *Situation foncière à l'est de la RDC (cas spécifique du Sud Kivu)*, Journées foncières de Fuzumbura organisées par la Coopération Suisse du 28 au 30 mars 2011.

En effet, la journée de réflexion autour des conflits agriculteurs éleveurs en territoire de Kalehe,

organisée en Décembre 2013 par UM-Habitat, révèle que :

- I. La destruction des cultures par les animaux en divagation
  - II. L'abatage d'animaux en représailles par les agriculteurs
  - III. La méconnaissance des lois régissant l'élevage et le métayage en RDC
  - IV. La faible capacité des services techniques de l'Etat
  - V. L'existence d'aménagement de l'espace rural entraînant une compétition entre agriculteurs et éleveurs
  - VI. La faible structuration des éleveurs et des agriculteurs et par conséquent l'absence de cadre de dialogue entre ces deux groupes socio-économiques
  - VII. L'abus de pouvoir des représentants des concessionnaires eux même généralement absents
- Sont autant des causes favorisant la cristallisation des animosités entre les communautés rurales (agriculteurs – éleveurs) se muant au fil du temps en conflit intercommunautaires et identitaires comme explicité dans le précédent paragraphe.

#### L'exploitation illégale des ressources naturelles

Le territoire de Kalehe, comme beaucoup d'autres zones de la Province, regorge de ressources minières importantes. Toutefois, l'exploitation de ces ressources, notamment l'accès aux sites d'exploitation et leur sécurisation occasionnent des violences entre creuseurs artisanaux, aggravant ainsi les tensions entre les communautés dans les Hauts Plateaux :

A défaut pour le Gouvernement de pouvoir contrôler tous les sites miniers exploités par les creuseurs artisanaux à Numbi, dans les hauts plateaux de Minova, certains groupes armés dont les Nyatura, s'imposent en maîtres et seigneurs dans les zones d'exploitation, levant taxes et impôts divers. De la sorte, les produits de l'exploitation dans cette zone sont qualifiés de « minerais du sang », impropres à la vente.

Afin d'améliorer le contexte et les conditions d'exploitation des minerais, le Gouvernement s'est engagé dans un processus de formation du secteur minier. Ainsi, le site minier de Kalimbi, 45 km au Sud de la zone du projet, a fait l'objet de validation, devenant le premier site à produire des minerais propres au Sud Kivu.

A Numbi, dans la zone du présent projet, les sites miniers affichent déjà quelques conditions nécessaires pour la validation : environ 300 creuseurs artisanaux, organisés en coopérative, exploitent 10 carrières ouvertes de Cassitérite, Or, Coltan et Wolfram, absence de fermes ou de personnes de jeune âge sur les sites, non-ingérence des groupes armés et des FARDC, etc. Toutefois, nombre des creuseurs ne sont pas identifiés par le ministère de mines (SAESSCAM) et service des Mines), dépourvu par ailleurs des moyens techniques nécessaires pour suivre les activités dans la zone. Certains agents se rendent complices de la fuite des minerais.

#### Impact des dynamiques de conflits

##### Impact sécuritaire

La faible présence des services de sécurité, les conflits récurrents entre les groupes armés et les exactions subséquentes sur les populations entraînent un déplacement constant de celles-ci, des Hauts Plateaux vers la zone littorale. Selon le Coordonnateur des populations déplacées de Minova, en Avril 2014, la zone abritait 2548 ménages de déplacés répartis dans 5 camps (1006 à Kalungu, 545 à Minova, 417 à Tchivumba, 291 à Mumbibi, 289 à Murambi). Ces déplacés, quoique vivant dans des

conditions très précaires, refusent de retourner dans leurs localités d'origine (Ziralo, Bufamondou, Karuba, Ngugu et Masisi), de peur d'être confrontés à la résurgence des conflits.

Afin de minimiser les risques d'affrontements, la MONUSCO à travers sa branche militaire a déployé 3 COB (Company Operating Base) dans le territoire de Kalehe. Ainsi, un COB est installé à Minova, centre administratif et économique du Nord Kalehe, à la frontière avec la localité de Sake (Nord Kivu). De cette position, ils organisent des patrouilles régulières dans la zone d'intervention du projet sur un rayon de 75 km alentour dont les localités de Numbi. En raison de l'important problème d'accessibilité du groupement de Ziralo, les militaires de la MONUSCO n'entreprennent que des patrouilles aériennes à destination de Ziralo. L'ouverture d'une route pourra assurer un meilleur accès pour les patrouilles motorisées des casques bleus et des forces régulières nationales.

En attendant, pour les populations restées sur place, le niveau élevé du sentiment d'insécurité limite les mouvements de personnes dans un rayon de 1 à 2 km autour des villages. Face à la menace des violences et agressions, les communautés développent les systèmes d'autoprotection ou s'en remettent aux groupes armés proches de leur communautés. Selon le Harvard Humanitarian Institute, en 2013, 7% de la population du territoire de Kalehe affirme recourir aux groupes armés pour leur protection. Ce pourcentage, le plus élevé de tous les territoires des 3 provinces de l'Est de la RDC, traduit le grand sentiment d'insécurité des habitants, mais aussi la grande accointance entre communautés et groupes armés, la fusion des membres des groupes armés au sein des populations, rendant difficile toute intervention militaire contre ces groupes.

#### **Impact sur la cohésion sociale**

Le principal impact des dynamiques de conflits fonciers et identitaires soutenues par les défis sécuritaires dans le Nord Kalehe est de consacrer le cloisonnement et l'enfermement des communautés autour d'un tribalisme dur ayant pour pendant, le rejet et l'exclusion des autres. Il s'ensuit une sorte de stigmatisation et d'exclusion mutuelle qui alimente un cycle récurrent de violence découlant des conflits d'intérêts liés à la défense des communautés Tembo, Havu, et rwandophones vivant sur le territoire. Dans ces conditions, il est difficile pour les populations du Nord Kalehe d'édifier un sentiment d'appartenance commune, de se projeter un avenir commun et de s'engager dans « le vivre ensemble » socle de la nation, et base du développement partagé.

#### **Impact économique**

L'effet conjugué des différentes dynamiques de conflits impacte négativement l'économie locale et nationale. Au niveau local, l'insécurité et le sentiment d'insécurité influence l'exercice régulier des activités économiques par les populations. De nombreuses plantations sont abandonnées en raison des mouvements de population ou au contraire au profit de l'exploitation artisanale des minerais ; d'autres ne sont plus fréquentées à cause de la prolifération et de l'activisme des groupes armés ; d'autres encore sont inaccessibles par défaut de routes praticables. Cela induit une réduction de la production, un faible approvisionnement des marchés, la diminution des revenus des producteurs avec a contrario une inflation des prix. Entre septembre et novembre 2013, les marchés de Numbi et Lumbishi, principaux marchés des Hauts-Plateaux du Nord Kalehe, ont enregistré une inflation de 34% (Numbi) et 44% (Lumbishi) en raison de la crise sécuritaire à Ufumando.

Au niveau national, l'exploitation sans droits ni titres des sites appartenant à l'Etat ainsi que le défaut de contrôle des processus de production fait perdre des ressources importantes en termes de taxes et impôts destinés à soutenir le développement national à tous les échelons. Sur un plan plus institutionnel, la faible présence des représentants de l'Etat au niveau local grève le budget des populations qui doivent se déplacer vers des centres administratifs plus importants comme Ihusi (Kalehe Centre) ou même Bukavu pour requérir les services de la justice ou du cadastre. De même, l'absence de contrôle des activités des représentants de l'Administration au niveau local contribue à

la déperdition des ressources allouées à la fourniture de services sociaux de base et à la satisfaction des besoins des populations.

Tenant compte de ce contexte fragile, le présent projet représentera l'effort conjugué du Système des Nations Unies au Sud Kivu ainsi que de ses partenaires en vue de fournir une réponse holistique sur le renforcement de la résilience des communautés à la résurgence des conflits et à la stabilisation. Le dialogue communautaire, la restauration de l'autorité de l'Etat ainsi que les dynamiques de sécurisation des ressources naturelles, du foncier et de relance économique constitueront les piliers essentiels pour permettre de désamorcer les dynamiques de conflits et favoriser le développement des conditions nécessaires au retour de la sécurité et de la cohésion sociale.

**c) État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix actuellement en cours et déficits à combler :**

Parmi les actions de consolidation de la paix en territoire de Kalehe, on peut noter sur l'axe Miti-Hombo (Bunyakiri) le projet conjoint **FAO-PNUD-UNICEF** d'Appui à la Stabilisation au Sud Kivu, financée dans le cadre du STAREC. Ce projet consiste dans l'appui au relèvement socio-économique durable et au renforcement des capacités de prévention et résolution des conflits des populations (locales, retournées, rapatriées et relocalisées) dans les zones de retour situées autour de l'axe Miti-Hombo. Au premier trimestre 2014, le rapport d'avancement permet de relever notamment que 1204 personnes vulnérables dont 820 femmes et 384 hommes réparties entre les 2 dépôts de Bulambika, Kambegeti mettent en commun leurs énergies et leurs capacités pour administrer 22 moulins dans un esprit cohésif. De même, 50 membres des comités de gestion des Organisations paysannes ont été formés sur leurs rôles et responsabilités en tant qu'agents de médiation et de cohésion sociale.

Sur l'axe Miti-Hombo, le programme de dialogue communautaire entamé en décembre 2013 à Bunyakiri par **APC** avec l'appui financier de l'**Ambassade Suisse** à Kinshasa et l'appui technique de l'Initiative pour un Leadership Cohésif (**ILC**), a amorcé un processus de consultation avec plusieurs représentants de la communauté locale (Tembo) pour adresser des causes profondes perpétuant les cycles de violence dans la zone. En s'attaquant au dilemme sécuritaire et à la mobilisation de la terre et identité, à travers les dynamiques parallèles de protection (**FARDC-PNC-RM**), la problématique des rumeurs ainsi qu'à ses conséquences ainsi qu'à la nécessité de dépasser les stéréotypes sur les autres communautés, ce dialogue social a abouti à l'élaboration d'un projet de réhabilitation routière comme une stratégie commune pour promouvoir la cohésion sociale, la réduction de la violence communautaire et la restauration de l'autorité de l'État, dans la zone de Bunyakiri.

Sur l'axe littoral de Kalehe, **UNHABITAT** exécute un projet d'appui aux cadres de dialogue et de médiation avec les fonds **USAID**. Ce projet développe des actions de sécurisation foncière à base coutumière avec **Life and Peace Institute (LPI)** UN habitat en collaboration avec les services de cadastre foncier au niveau local, des géomètres appuyés par les Médiateurs fonciers, procèdent au redimensionnement des terres et parcelles où se posent des conflits de limites entre grands concessionnaires et populations riveraines ainsi qu'à la reconstitution des limites là où elles s'avèrent quasi inexistantes dans la zone de Buzi (Bulenga, Kalungu) et Mbinga Nord (Nyamasasa. Au cours du premier trimestre 2014, les deux CDM (de Minova et de Numbi) ont identifiés 53 conflits fonciers dont 23 résolus impliquant 124 ménages (dont 59 ménages de femmes) des populations locales et 02

ménages IDPs ont été résolus. Toutefois la non opérationnalité d'un bureau de cadastre sur l'axe Numbi – Ziralo a empêché le suivi de ces interventions par l'administration publique.

En Juillet 2011, sous financement OCHA/RRF, AFEDEM avait procédé à la réouverture de l'axe routier Kalungu-Numbi soit 26km. En 2013, elle a entamé le processus de réhabilitation du même axe, avec l'appui financier du Pooled Fund en partenariat avec le Cluster logistique. Elle a à son sein des techniciens compétents et des équipements appropriés pour la mise en œuvre des projets de réhabilitation et d'ouverture des routes. AFEDEM a plusieurs expériences au niveau de la province du Sud-Kivu notamment dans le territoire de Walungu, Kabare, Mwenga et Shabunda. Par ailleurs, en juillet 2012, AFEDEM est intervenu dans la réouverture du tronçon routier Buhimba-Kimua-Ntoto dans la zone de santé de Walikale dans la province du Nord-Kivu.

En matière de résolution pacifique des conflits, elle a déjà exécuté beaucoup de projets. Au cours de cette année 2014, avec l'appui de la MONUSCO/CAS, AFEDEM œuvre à la pacification de deux communautés en conflits dans le territoire de Kalehe, groupement de Buzi par un projet de la réhabilitation de l'axe routier Minova-Bulenga-Tchondo.

Dans le cadre du présent projet, l'expertise d'AFEDEM sera mise à profit dans l'exécution des travaux de construction et de réhabilitation du tronçon routier de l'axe Kalungu – Numbi – Ziralo.

Sur financement de l'USAID, le consortium CARE international, FAO et Alert international a développé un programme holistique en réponse aux problèmes de la pauvreté et de l'instabilité dans l'Est de la RDC, avec 3 composantes i) la consolidation de la paix, ii) la bonne gouvernance, iii) les moyens de subsistances ainsi que le genre qui est un thème transversal. Le projet vise à renforcer la stabilité socio-économique dans 35 communautés dans les 3 provinces (Nord Kivu, Sud Kivu et le district d'Ituri). Pour la 1ère phase en cours, 15 communautés sont ciblées dont 3 en territoire de Kalehe (Bulenga, Bwisha et Kalungu). Trois partenaires mettent directement en œuvre le projet à Kalehe : APC pour la prévention, gestion de conflits et consolidation de la paix avec ALERT; DIOBASS pour la bonne gouvernance et les AGR avec CARE; l'IPAPEL pour l'agriculture et la sécurité alimentaire avec FAO. Un cadre de concertation existe au niveau de coordination du projet entre ALERT, CARE et FAO et au niveau terrain entre les partenaires de mise en œuvre. Sur le même axe dans le cadre du programme STAREC en appui au déploiement de la police territoriale, l'OIM avait construit des casernes à Bitale, Bunyakiri et Hombo avec comme agent administratif l'UNOPS.

Dans le cadre de ces différentes initiatives, plusieurs déficits ont été relevés pour assurer une plus grande efficacité. Le plus grand défi reste le mauvais état des routes, qui ne facilite pas le suivi des activités pendant la période pluvieuse. Les routes se détériorent rapidement par défaut d'entretien; les productions ne sont pas acheminées dans les marchés vu le mauvais état des routes de dessertes agricoles. Par ailleurs, l'attentisme des populations vis-à-vis des apports externes freine la pérennisation des activités, en dépit des efforts pour expliquer les approches et impliquer toutes les parties dans les différentes étapes du projet. La question foncière est apparue comme facteur déterminant dans la cohésion et le relèvement communautaire dans la région. L'absence de l'administration et / ou la faiblesse relative de ses capacités réduisent les opportunités d'une réponse institutionnelle durable aux problèmes. Le besoin demeure donc entier en ce qui concerne la prévention et la résolution pacifique des conflits liés au foncier alors que d'autres approches telles les dialogues sociaux produisent un changement dans la cohabitation des communautés Tembo, Havu et Hutu. De même que la problématique du déploiement de la police territoriale demeure un élément crucial. Enfin, la problématique des processus DRR reste un risque puisqu'aucun plan DRR n'est en cours dans la zone, au-delà des activités des Agences qui essaient d'intégrer des anciens combattants dans les activités de formations professionnelles.

**Tableau 1 – État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix actuellement en cours et déficits à combler**

Résultat ou thématique visé	Source de financement (gouvernement/ partenaire de développement)	Projets majeurs	Durée des projets	Budget en dollars US	Description des déficits majeurs à combler – liés au programme ou au financement
Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends	1) Life & Peace Institute (LPI)	1) Recherche Action participative sur les conflits fonciers entre les communautés de Kalehe	1) 4 ans : de Juin 2009 à avril 2014		Étendre les initiatives de gestion communautaire des conflits fonciers à d'autres localités
Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends	UNHABITAT	Projet d'appui aux CDM pour la prévention et la résolution des conflits fonciers en territoire de Kalehe	2,5 ans : de septembre 2011 à avril 2014	7,281,210	Accroître le nombre de CDM et renforcer leurs actions en matière de gestion des conflits de divers ordre
Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix	PNUD – UNICEF – FAO	Relèvement socio-économique durable et renforcement des capacités de prévention et résolution des conflits locaux et externes.	Phase I : 2010 – 2012 Phase II : 2013 - 2015	3,500,000 3,500,000	Développer les routes de dessertes agricoles et soutenir le travail collaboratif comme moyen de connexion interpersonnelle, de gestion de conflits et de développement économique et social
(Ré)-établissement des services administratifs essentiels	AFEDEM	Réhabilitation de l'axe Kalungu – Numbi sur financement du Pooled Fund		350,000	Assurer la durabilité du chantier par des travaux mécanisés entre Kalungu et Lumbishi et envisager l'ouverture d'une route vers Zirala.
Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends	DM	Commerce Responsables de minerais et réforme des infrastructures, réglementation; Achèvement de la phase pilote du projet « Centre de Negoce » dans les Nord et Sud	3 ans : soit du 1 <sup>er</sup> Janvier 2012 au 31 Décembre 2014	3,500,000	Condition difficile de travail car les trous ont déjà dépassés 30m dans certains sites miniers à Nyabibwe et la difficulté pour les coopératives de faire appliquer le business plan

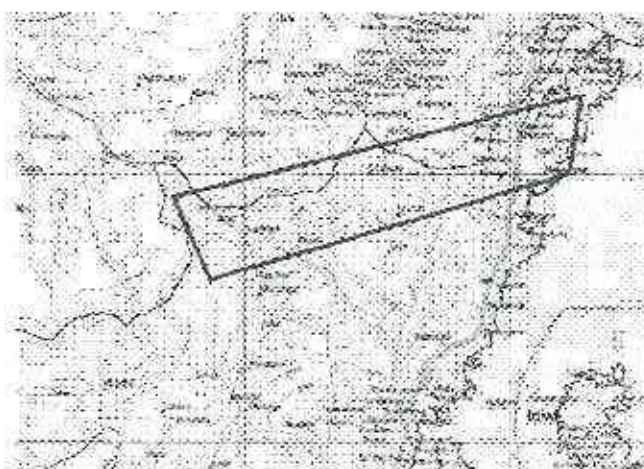
		<i>Kivu à l'Est de la RDC</i>			
<i>Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix</i>	<b>FAO, CARE, ALERT</b>	<i>Appui à 15 communautés du Nord et Sud Kivu dont 3 en territoire de Kalehe (résolution des conflits, bonne gouvernance et moyens d'existence)</i>	<i>2012-Fin décembre 2015</i>	<i>20,000,000 pour 4 ans dans 35 communautés (actuellement 15 communautés sont couvertes)</i>	<i>Renforcer la résilience des communautés aux chocs intra et intercommunautaire s par l'accroissement des opportunités économiques pour les groupes en conflits</i>

**d) Justification du financement par l'IRF :**

Le présent projet vise à répondre aux besoins immédiats de stabilisation des violences intra et intercommunautaires dans les Hauts Plateaux de Kalehe qui constituent qui sont à la base de création des groupes armés à caractère communautaire, qui, à leur tour, exacerbent les violences communautaires. Il s'inscrit dans la nouvelle stratégie ISSSS qui entend adresser les dynamiques des conflits à la base pour mener de véritables actions de transformation du contexte pour une paix durable.

Le choix du territoire de Kalehe comme zone d'intervention résulte des conclusions de la revue documentaire réalisée en février – mars 2014 par le STAREC Sud Kivu. Ces conclusions présentent en effet le territoire de Kalehe comme l'épicentre des conflits fonciers et de pouvoir de toute la province du Sud Kivu devant Uvira et Fizi. De la sorte le territoire de Kalehe a été établi comme territoire prioritaire au cours de la réunion du Comité Technique Conjoint (CTC) de coordination des initiatives de stabilisation en sa séance du 7 Avril 2014. Notons que le CTC est présidé par le Gouverneur de la Province du Sud Kivu, coprésidé par le Chef de Bureau de la MONUSCO et réunit tous les Chefs de bureaux des Agences des Nations Unies, des partenaires bilatéraux et des ONG internationales.

Les activités du projet ont été établies sur la base des rencontres avec les autorités locales et les communautés du territoire de Kalehe lors de consultations publiques qui ont eu lieu à l'occasion de deux missions terrain d'analyse des dynamiques de conflits en avril 2014 à Kalehe Centre et Minova. Ces priorités ont été affinées par une mission de collecte de données conduites par le STAREC et les Agences du Système des Nations Unies sur l'Axe Numbi-Ziralo en juin 2014.



La concentration du projet sur le Nord du territoire de Kalehe, dans la zone Minova – Numbi – Ziralo se justifie par le fait que cette zone est le théâtre de très fortes tensions communautaires entre les populations des groupements de Buzi et de Ziralo. Vers la fin des années 1960, Ziralo, habité principalement par des Tembo, fut rattaché à Buzi sous le contrôle d'un

chef de groupement Havu. Ce rattachement fut perçu par les Tembo comme une stratégie pour les spolier de leurs terres au regard de l'immigration et l'installation de personnes d'expression Kinyarwanda dans les hauts plateaux. A force de revendications, Ziralo devient un groupement autonome avec un chef Tembo.

Cependant, la zone des « cinq collines », Numbi, Lumbishi, Luzirandaka, Ngandjo et Shandjo, reste une source de disputes entre les deux groupements. Pendant plusieurs années, différentes instances décisionnelles ont été sollicitées pour résoudre ce conflit, sans aucune décision concrète et définitive à ce jour. Les deux communautés continuent à défendre leurs différentes positions quant aux limites géographiques de la zone contestée, avec à l'appui différents documents administratifs délivrés par des autorités, tant au niveau local que provincial. Un seul point réunit les chefs coutumiers Bahavu et Batembo : l'abondance de ressources telles que la cassitérite, le coltan, la wolframite ainsi que les grandes fermes où prospèrent l'élevage du gros et du petit bétail, sur les « cinq collines », constitue l'enjeu principal de ce conflit.

Les chocs entre les groupes armés se sont fortement polarisés entre les communautés Hutu et Tembo particulièrement depuis l'expansion de l'activisme des RM en Juin 2012, s'affrontant non seulement aux FDLR mais également aux Nyatura, accusé par les RM de s'allier aux FDLR. Ces affrontements sont à la base de représailles et exactions des uns et des autres contre les populations civiles présumées supporter le groupe adverse. Dans les Hauts plateaux de Kalehe, les cas de menaces, assassinats, et incendies de maison sont courants entre communautés Hutu et Tembo. La faible présence de l'Etat ne favorise pas prévention et ou la prise en charge rapide des incidents de protection des civils. Et la communauté de frontières avec la Province du Nord Kivu entraîne une relation de déstabilisation mutuelle des trois territoires de Kalehe (Sud Kivu), Massisi et Walikale (Nord Kivu) due aux contrecoups des dynamiques de conflits dans chacun de ces territoires.

Le Fonds de Consolidation de la Paix pourra jouer un rôle important en comblant partiellement l'absence de financements dans les Hauts Plateaux et en encourageant l'implication des partenaires techniques et financiers à toutes les initiatives en cours. La réhabilitation des routes facilitera notamment la réalisation des opérations militaires motorisées de la MONUSCO et les actions des acteurs humanitaires dans le cadre des appuis aux victimes des conflits violents. Les interventions dans le secteur minier permettront de réduire les risques d'affrontement entre groupements d'exploitants artisanaux, de défendre les intérêts des exploitants munis de titres d'exploitation face à l'action prédatrice des groupes armés. Il permettra également de lancer les prémices du plan provincial de stabilisation en cours.

PBSO à travers l'IRF sera le premier bailleur de fonds à financer la deuxième phase de la stratégie internationale de stabilisation en RDC. En tant que tel, ce projet servira de catalyseur dans cette phase de démarrage. La crédibilité/légitimité que ce projet pourra apporter sur les approches servira de terreau pour mobiliser des financements additionnels auprès d'autres partenaires financiers qui manifestent un intérêt à aligner leurs interventions sur l'ISSSS. Les possibilités de financements catalytiques ont déjà été identifiées.

Déjà l'USAID semble intéressé à remettre en route son projet d'appui au processus de certification des minerais dans le Nord Kalehe. Une étude de faisabilité de cette initiative permettra à l'USAID de mieux apprécier les opportunités pour une telle action.

L'Ambassade des Pays Bas a pour sa part annoncé son intention d'investir dans un programme régional d'une durée de 5 ans en vue de soutenir la stabilité à travers des actions en matière de restauration de l'autorité de l'Etat, de relèvement économique par le soutien à la sécurité



alimentaire et de lutte contre les violences sexuelles. Il est notamment envisagé la prise en compte dans le cadre de ce projet conjoint, du volet dialogue communautaire et relèvement économique de la FAO à travers l'appui à la prévention et à la gestion des conflits éleveurs-agriculteurs ainsi qu'au renforcement des activités agricoles et pastorales comme moyen de mitigation des violences et des conflits.

Ce projet sera mis en œuvre de manière étroite avec un système rapproché de Suivi et Evaluation et une documentation des leçons apprises car il servira de modèle pour les futurs projets dans le cadre des stratégies provinciales de stabilisation.

Il est important de noter qu'une partie des activités est financée dans ce projet par les fonds PBF, tandis que d'autres donateurs restent à mobiliser pour soutenir le pilier relance économique.

## II. Objectif du soutien du Fonds et mise en œuvre proposée

*La composante de dialogue et relance économique mise en œuvre par la FAO, partie intégrante de la proposition, sera financé par d'autres donateurs en cours d'identification.*

### a) Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement :

#### Logique et séquençage des interventions

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'ISSSS révisée, la logique d'intervention et le séquençage est très important et doit se baser sur la mise en place d'un dialogue communautaire visant à identifier les conflits au niveau de la communauté et entre les communautés et de développer toute une série d'activités autour de ces plateformes de dialogue afin de résoudre ces conflits directement ou indirectement.

Dans le souci de contribuer à la stabilisation de la zone, une triangulation harmonieuse des activités de 3 composantes, à savoir (i) le dialogue démocratique, (ii) la restauration de l'autorité de l'Etat et (iii) la réinsertion, réintégration et relance économique permettra d'initier des réponses ciblées et holistiques aux conflits et rendre les communautés plus résilientes aux crises. Le déroulement des activités s'enchaînera comme décrit ci-dessous :

- Le projet commencera avec le processus de dialogue inclusif entre les communautés et avec les autorités locales. Ces activités de dialogues qui se dérouleront pendant toute la durée du projet devraient, dès les 3 premiers mois, permettre d'identifier des réponses concertées aux causes des conflits ainsi que lancer la réalisation des stratégies et actions de consolidation de la paix et aux efforts de mobilisation communautaire. Ces actions poseront les jalons des activités socioéconomiques et agricoles qui ouvriront à leur tour, un espace pour le développement à plus long terme.
- Pendant que se poursuivront les activités en lien avec le dialogue démocratique, un soutien sera apporté pour la réalisation des infrastructures communautaires, notamment la réhabilitation des routes, la construction de bâtiments administratifs, des marchés, etc. qui offriront aux communautés de la zone l'opportunité de pouvoir se côtoyer et rebâtir la cohésion sociale. La construction de ces bâtiments servira à rapprocher l'administration de l'administré et accroître l'offre et la qualité de service public aux populations, tout en faisant des agents de l'administration des transformateurs de conflit.
- Parallèlement, il sera conduit un exercice d'identification participative des opportunités économiques et de sélection des bénéficiaires pour la conduite des activités génératrices de

revenus. Cet exercice privilégiera les plus vulnérables dont les femmes et les jeunes, structurés en groupes solidaires afin de renforcer l'esprit de cohésion sociale et la relance économique de la zone.

- Par ailleurs, afin d'assurer l'endossement des recommandations du dialogue communautaire par les autorités et garantir la prise en compte d'une approche Bottom-up par les communautés, le projet appuiera la restauration de l'autorité de l'Etat. Tenant compte des évaluations de la première phase du STAREC, le projet ne se contentera pas de l'appui au déploiement par la construction des bâtiments administratifs, il soutiendra aussi la mise en place de cadres de suivi de l'action de l'administration en vue d'une meilleure qualité de prestation et plus de redevabilité vis-à-vis des communautés. De la sorte, l'administration apparaîtra moins patrimoniale et sera plus au service de la population. Les services de l'administration concernés par cette action sont principalement la sécurité (police), la justice, le cadastre, le foncier, l'état civil et les services de l'agriculture et de l'environnement. Toutefois, sur la base des conclusions du dialogue, les opérateurs de mise en œuvre pourront retenir l'une ou l'autre administration non listée ici au détriment de celles plus haut identifiées.

#### **Engagement de l'Etat et conditionnalité**

Les activités de Restauration de l'Autorité de l'Etat seront conditionnées à l'engagement du gouvernement provincial et national sur divers aspects :

- Déployer le personnel de l'Administration, la police sur l'axe identifié ;
- Assurer la disponibilité d'un budget minimum de fonctionnement pour les services appuyés ;
- Assurer la pérennisation de l'entretien de la route réhabilitée.

Cet engagement sera soutenu par le **lobby constant** des partenaires de mise en œuvre au travers du STAREC. Déjà le STAREC national conduit des rencontres auprès des autorités nationales en vue du recrutement, de la formation et du déploiement des agents administratifs et de sécurité nécessaires pour l'animation des services publics dans la zone d'intervention du projet. La question reste celle de la rémunération effective des agents à déployer. Lors de la signature du projet, un engagement ferme sera requis du Gouvernement provincial quant aux aspects de conditionnalités (déploiement des fonctionnaires, prestation des services de qualité).

#### **Thématiques transversales**

**Le Genre** sera pris en compte dans la mise en œuvre du projet, en assurant une bonne représentation des femmes dans les plateformes de dialogues et la recherche de solution au conflit. En outre, les problématiques d'accessibilité à la propriété foncière des femmes, l'exposition aux violences sexuelles pour accéder aux terres agricoles fertiles éloignées des villages seront mises au cœur de l'intervention. Par ailleurs les activités génératrices de revenu au sein des communautés s'attacheront à insérer une bonne représentation des femmes et veilleront à assurer la promotion et la protection des droits des femmes.

**Les aspects environnementaux** des activités déployées seront également pris en compte, notamment à travers la végétalisation des talus des voies construites ou réhabilitées sur l'axe Kalungu-Tushunguti. Dans les sites miniers, les acteurs seront sensibilisés aux conséquences environnementales de l'exploitation incontrôlées en lien avec le Ministère des Mines. Les capacités techniques et la présence des services environnementaux seront renforcés à travers l'appui au ministère de l'agriculture.

## **VIH/SIDA**

Les carrés miniers abritant d'importantes populations, une attention particulière sera accordée à la sensibilisation et à la prise en charge psychosociale et médicale du VIH/SIDA en synergie avec la zone de santé de Minova. Les organisations paysannes et les champs écoles paysans animés en leur sein sont également des foras adéquats pour la sensibilisation et l'échanges autour du VIH et des personnes vivants avec le virus.

## **Bénéficiaires**

### **Bénéficiaires directs**

- Dix mille (10,000) ménages de la zone bénéficiant des activités de résolution de conflit à travers les plateformes de dialogue. Il s'agit ici d'une estimation comparativement à la nature des conflits collectifs parfois à base communautaire.
- Soixante (50) membres des Cadre de Dialogue et de Médiation, CDM en sigle sont formés en techniques de médiation, de sensibilisation, de communication et de dialogue. Il s'agit des structures communautaires de 12 membres chacune et composée d'au moins 50% de femmes et de jeunes issus des diverses communautés vivant dans la zone et des représentants des autorités locales.
- Deux cents (200) fonctionnaires de la Police Nationale Congolaise (PNC), de l'Administration territoriale, des entités territoriales décentralisées et du foncier, sont formés sur les questions de gestion administrative, droits humains du genre, qualité de service public, redevabilité, prise en charge des conflits fonciers.
- Environ trois mille (3000) personnes bénéficient de la relance agricole et d'activités génératrices de revenu (dont au moins 50 % de femmes). Le choix des bénéficiaires sera fait de manière participative avec les leaders locaux qui seront appelés à identifier les plus vulnérables de leur communauté sur base des critères de vulnérabilité prédéfinis tels que la catégorie des femmes chefs de ménages (veuves, filles mères), des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre, des jeunes désœuvrés, des groupes minoritaires, des personnes vivant avec handicap, etc.
- Au moins 600 creuseurs artisanaux sont organisés autour des coopératives pour la représentation des creuseurs et la défense de leurs intérêts.

### **Bénéficiaires indirects**

- La population de la zone d'intervention soit environ 20 000 ménages ;
- Le Gouvernement provincial avec une meilleure représentation, un fonctionnement et une qualité de service améliorés.

## **Pilier Dialogue Démocratique – théorie du changement/ Objectifs et Résultats (ISSSS)**

### **Théorie du changement :**

Si, (1) une vision collective et de long-terme et des solutions concrètes pour la paix sont formulées dans les zones prioritaires de la stabilisation; (2) les autorités endossent les résultats du dialogue et que ces résultats informent la définition et la révision des politiques nationales; et (3) les initiatives de stabilisation sont harmonisées et se fondent sur les résultats du dialogue; alors la confiance des communautés dans les institutions étatiques sera renforcée, les conflits seront gérées de façon non-violente, et les causes des conflits trouveront une réponse plus adaptée et efficace, créant les fondements d'institutions stables et de la consolidation de la paix.

**Objectif spécifique :**

Les populations de l'axe Minova-Numbi-Ziralo et les représentants de l'Etat congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour répondre aux causes des conflits, consolider la paix et créer les bases pour des institutions transparentes, inclusives et effectives.

**Résultats 1.1 :**

Une vision collective à long terme et des solutions concrètes pour la Paix sont formulées sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo en tenant compte de la perspective des hommes et des femmes, et une culture de dialogue est profondément ancrée dans ces communautés.

- **Produit 1.1.1.** 1 cartographie des conflits et des plans locaux de consolidation de la paix dans les bureaux des localités de Minova, Numbi et Ziralo élaborés et mis en œuvre par les communautés sous l'encadrement des animateurs des CDM et les Médiateurs Fonciers de UN habitat ;
- **Produit 1.1.2.** 5 Cadres de Dialogue et de Médiation (CDM) composés de 50 hommes et de 50 femmes assurent la documentation, la prévention, la médiation des conflits fonciers et conduisent 10 dialogues sociaux à Minova, Numbi, Tushunguti, Lumbishi et Chambambo en raison de deux par site
- **Produit 1.1.3.** 5 journées d'approfondissement de la réflexion sur le conflit agriculteurs – éleveurs sont organisées
- **Produit 1.1.4.** 2 ateliers de formation sur les lois régissant le métayage et la gestion des pâturages en RDC sont organisés
- **Produit 1.1.5.** Un cadre mixte d'échanges entre agriculteurs et éleveurs est Co-animé par FAO et UN-habitat via les CDM
- **Produit 1.1.6.** 60 membres des CDM (dont 50% de femmes et de jeunes) formés en techniques de médiation, de sensibilisation, de communication et de dialogue
- **Produit 1.1.7.** 5 ateliers de formation sur la R 1325 et de la R1612 (de réflexion sur la promotion des droits des enfants entre autres l'utilisation des enfants dans les GA et les carrés miniers) organisés par APC en collaboration avec les Associés à la formation de UN-Habitat en faveur des leaders communautaires, les autorités traditionnelles et les femmes membres des organisations féminines.

**Résultat 1.2**

Les Chefs de groupements de Buzi et Ziralo, les représentants de l'administration territoriale foncière et les communautés endossent et prennent en compte des résultats des dialogues

- **Produit 1.2.1.** Les autorités locales et les communautés réfléchissent ensemble sur la cohabitation pacifique et la dynamique des groupes armés au cours de 5 journées de réflexion dans les localités de Minova, Numbi et Ziralo
- **Produit 1.2.2.** Un système de planification des activités visant le respect, le suivi et l'archivage des actes de compromis (volet enregistrement et sécurisation alternative des droits fonciers) pour 3 sites pilotes est opérationnel
- **Produit 1.2.3.** Au moins 50 transactions foncières sont mieux suivies par les services étatiques de l'administration foncière de Kalehe/Idjwi, brigade de Minova.
- **Produit 1.2.4.** Un plan d'aménagement du territoire mis en place suivant la méthodologie de développement territorial participatif et négocié permettant d'adresser entre autre la question des pâturages publics, couloirs d'accès des animaux aux points d'eau, etc.

## **Pilier Restauration de l'Autorité de l'Etat – théorie du changement/ Objectifs et Résultats (ISSSS)**

### **Théorie du changement**

*Si* (1) l'Etat a la capacité de fournir plus de services pertinents par une présence accrue dans les zones de stabilisation ; (2) l'Etat est de plus en plus reconnu comme le principal fournisseur de services et de devenir moins patrimonial ; et (3) un cadre réglementaire favorable est mis en place, *alors* l'Etat sera de plus en plus perçu comme une présence favorable, l'insécurité institutionnelle endurée par les populations diminuera, et elles n'auront pas besoin de recourir à des stratégies parallèles pour leur protection et à la poursuite de leurs intérêts.

**Objectif spécifique:** La présence et la qualité de service fournie par les représentants de l'Administration sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo, contribuent à renforcer l'autorité de l'Etat et accroître la confiance des populations dans leurs institutions

### **Résultat 2.1**

L'Etat a la capacité de fournir plus de services pertinents par une présence accrue sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo

- **Produit 2.1.1.** L'axe routier Kalungu – Numbi – Lumbishi – Tushunguti réhabilité, et les talus de la route protégés par la végétalisation (L'exécution des travaux sur le tronçon routier et sa végétalisation offre l'opportunité des communautés de pouvoir se côtoyer, et à la fin, l'accessibilité de l'axe facilitera les échanges commerciaux qui cimenteront la cohésion sociale et la diminution sensible des tensions entre différentes communautés dans la zone du projet).
- **Produit 2.1.2.** 4 bâtiments administratifs abritant la PNC et des services administratifs de Buzi et de Ziralo construits et fonctionnels
- **Produit 2.1.3.** Au moins 30 nouveaux agents de la PNC sont déployés les autorités provinciales dans la zone d'intervention

### **Résultat 2.2**

L'Etat est de plus en plus reconnu comme le principal fournisseur de services et devient moins patrimonial

- **Produit 2.2.1.** Des évaluations conjointes (PNUD + AT + communautés locales, UNPOL, Appui à la justice) de la performance des entités politico-administratives, de la PNC et de la Justice dans la chefferie de Buhavu, des postes d'état de Ziralo et de Numbi sont organisées
- **Produit 2.2.2.** Au moins 30 agents de la PNC et 45 agents de l'administration sont formés sur la sécurité, droits de l'homme, le genre et la gestion des services décentralisés en vue d'un meilleur service aux populations
- **Produit 2.2.3.** Au moins 3 cadres de concertation entre l'administration, la police et la communauté permettent de discuter sur la qualité de service rendu

## **Pilier réinsertion, réintégration et Relance Economique — Théorie du changement/ Objectifs et Résultats (ISSSS)**

### **Théorie du changement**

*Si* (1) la population de l'est de la RDC s'engage dans des activités de relèvement socio-économiques qui mettent l'accent sur la cohésion sociale et la résilience, (2) les autorités et la communauté internationale sont alignés dans leur soutien à ces initiatives, *alors* les communautés seront en

mesure de gérer les chocs externes plus paisiblement, et les conditions du développement et d'une répartition plus équitable des richesses seront créées.

**Objectif spécifique :**

Sur la base de leurs propres recommandations, la population de l'axe Minova-Numbi-Ziralo entreprend des activités de reprise socioéconomique à petite échelle, construit la cohésion sociale malgré les chocs extérieurs, renforce la résilience au plan communautaire, ouvrant un espace pour le développement à plus long terme.

**Résultat 3.1.**

D'autres débouchés économiques sont créés pour les groupes susceptibles d'être mobilisés et leurs communautés

- **Produit 3.1.1.** Les secteurs économiques non agricoles porteurs sont identifiés dans la zone du projet
- **Produit 3.1.2.** 2500 membres des communautés, dont 50% de femmes vulnérables (y inclus des survivantes de VSBG) et des jeunes désœuvrés sont installés dans des activités économiques porteuses (menuiserie, maçonnerie, briqueterie, boulangerie, cuisine améliorée, fromagerie, etc.)
- **Produit 3.1.3.** Les personnes installées ont accès aux mécanismes locaux d'épargne et de crédit «MUSO Mutuelles de Solidarité» (il s'agit des mécanismes alternatifs d'épargne et de crédit développés dans la zone où il n'existe pas d'institutions de microfinance permettant de renforcer le capital des membres mais aussi de consolider la cohésion sociale)

**Résultat 3.2.**

Les zones minières de Numbi sont structurées et des d'autres opportunités sont offertes aux creuseurs artisanaux diminuant les tensions dans les zones minières

- **Produit 3.2.1.** Au moins 6 sites miniers de Numbi validés conjointement par le ministère des mines, OIM et MONUSCO/JMAC
- **Produit 3.2.2.** Au moins 3 coopératives de 600 creuseurs artisanaux appuyées en équipements permettant d'augmenter la production minière et la réduction des risques ;
- **Produit 3.2.3.** Au moins 1 point de vente des produits miniers est fonctionnel
- **Produit 3.2.4.** Au moins 300 creuseurs artisanaux clandestins sont appuyés dans la mise en œuvre des activités économiques alternatives
- **Produit 3.2.5.** Les activités économiques de 100 femmes actives dans les zones minières sont mieux structurées (réorganisation du secteur, formation des groupes solidaires, formation en gestion, etc.)
- **Produit 3.2.6.** Les acteurs du secteur minier et leurs dépendants dont les femmes et les jeunes sont sensibilisés sur la lutte contre le VIH/SIDA et la protection de l'environnement dans les zones minières

**Résultat 3.3**

La capacité de production du secteur agricole, de l'élevage et du petit commerce est améliorée en vue d'apporter des moyens de subsistance durables aux femmes et aux hommes de la zone d'intervention

- **Produit 3.3.1.** 1500 ménages vulnérables (paysans sans terre et associations féminines) sont initiés au Maraichage sur des terres marginales (bas-fonds, terres peu fertiles) afin de concilier concessionnaire et paysans sans terre dans un processus Win Win limitant les tensions autour de la ressource foncière.
- **Produit 3.3.2.** Sept (7) mutuelles d'éleveurs sont formées sur l'amélioration de la gestion des pâturages en vue
- **Produit 3.3.3.** 1500 agri-éleveurs vulnérables sont initiés à la pratique d'élevages pilotes (aviculture, cuniculture...) et moins exigeants en ressources foncière comme alternative aux cultures vivrières extensifs.
- **Produit 3.3.4.** 2 marchés sont réhabilités à Numbi et Lumbishi et 2 comités de gestion sont installés et formés
- **Produit 3.3.5.** 15 mutuelles d'éleveurs et organisation paysannes regroupant de 3000 agriculteurs et éleveurs structurées (réorganisées, dotées de documents officiels)
- **Produit 3.3.6.** 40 moniteurs agricoles, vétérinaires et ruraux de l'Inspection de l'agriculture et du Développement rural formés sur la législation agricole et dotés de textes légaux régissant l'agriculture et l'élevage en RDC
- **Produit 3.3.7.** 1 cadre de concertation/plate-forme d'échanges entre agriculteurs et éleveurs opérationnel en se basant sur la structuration des bénéficiaires en mutuelles d'éleveurs et organisations paysannes en capitalisant la dynamique créée par les CDM

b) Budget :

Tableau 2 : Budget de l'activité du projet

<b>Résultats 1.1 :</b> Une vision collective à long terme et des solutions concrètes pour la Paix sont formulées sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo en tenant compte de la perspective des hommes et des femmes, et une culture de dialogue est profondément ancrée dans ces communautés					
Numéro du produit	Nom du produit/ activité	Budget du produit/ activité par Entité bénéficiaire de l'ONU	Budget à mobiliser	Catégorie de dépense de l'ONU (voir tableau suivant pour les catégories)	Commentaires (par exemple sur les types de produit ou la justification du budget)
Produit 1.1.1	1 cartographie des conflits et des plans locaux de consolidation de la paix dans les bureaux des localités de Minova, Numbi et Ziralo élaborés et mis en œuvre par les communautés sous l'encadrement des animateurs des CDM et les Médiateurs Fonciers de UN habitat ;	UNH : \$79,122		Frais de Déplacement Fournitures, produits de base, matériels, services contractuels, subventions, Personnel et autres employés	En collaboration avec les leaders communautaires, 3 plans locaux de paix disponibles permettront d'avoir une feuille de route en vue de la cohésion communautaire
Produit 1.1.2	5 Cadres de Dialogue et de Médiation (CDM) composés de 50 hommes et de 50 femmes sont dotés assurent la documentation, la prévention, la médiation des conflits fonciers et conduisent <b>10 dialogues sociaux</b> à Minova, Numbi, Tushunguti, Lumbishi et Chambombo en raison de deux par site	UNH : \$332,931		Frais de déplacement, Personnel et autres employés ; services contractuels, Equipement, véhicules et mobilier	Création et appui 5 cadres de dialogue communautaire, formations, gestion d'au moins 70% des conflits en partenariat avec ONU FEMME, MONUSCO / Genre et des ONG et la réalisation des dialogues communautaires
Produit 1.1.3	Séances d'approfondissement de la réflexion sur le conflit agriculteurs-éleveurs sont organisées		FAO : \$15,000	Frais de déplacement / Fournitures, produits de base, matériels	<i>budget FAO (à mobiliser)</i>
Produit 1.1.4	2 ateliers de formation sur les lois régissant le métayage et la gestion des pâturages en RDC sont organisés		FAO : \$30,750	Frais de déplacement / Fournitures, produits de base, matériels	<i>budget FAO (à mobiliser)</i>
Produit 1.1.5	Un cadre mixte d'échanges entre	UNH : \$27,000		Frais de déplacement /	Validation des accords de la



	agriculteurs et éleveurs est Co-animé par FAO et UN-habitat via les CDM			Fournitures, produits de base, services contractuels	médiation entre les parties. Enregistrement (Base de données) Plaidoyer pour la mise à disposition de terres au profit des groupes marginalisés.
Produit 1.1.6	60 membres des CDM (dont 50% de femmes et de jeunes) formés en techniques de médiation, de sensibilisation, de communication et de dialogue	UNH : \$231,780		Services contractuels, frais de déplacement, personnel et autres employés	
Produit 1.1.7	5 ateliers de formation sur la R 1325 et de la R1612 (de réflexion sur la promotion des droits des enfants entre autres l'utilisation des enfants dans les GA et les carrés miniers) organisés par APC en collaboration avec les Associés à la formation de UN-Habitat en faveur des leaders communautaires, les autorités traditionnelles et les femmes membres des organisations féminines	UNH : \$38,000		Services contractuels, fournitures et frais de déplacement	
<b>Résultat 1.2</b> Les Chefs de groupements de Buzi et Ziralo, les représentants de l'administration territoriale foncière et les communautés endossent et prennent en compte des résultats des dialogues					
Produit 2.2.1	Les autorités locales et les communautés réfléchissent ensemble sur la cohabitation pacifique et la dynamique des groupes armés au cours de journées de réflexion dans les localités de Minova, Numbi et Ziralo	UNH : \$80,000		Frais de déplacement / Services Contractuels, Fournitures, produits de base, matériels	Validation des accords de la médiation entre les parties.
Produit 2.2.2	Un système de planification des activités visant le respect, le suivi et l'archivage des actes de compromis (volet enregistrement et sécurisation alternative	UNH : \$14,000		Services contractuels, fournitures et produit de base	Validation des accords de la médiation entre les parties. Enregistrement (Base de données) Plaidoyer pour la mise à disposition

	des droits fonciers) pour 3 sites pilotes est opérationnel				de terres au profit des groupes marginalisés.
Produit 2.2.3	Au moins 50 transactions foncières sont mieux suivies par les services étatiques de l'administration foncière de Kalehe/Idjwi, brigade de Minova.	UNH : \$62,000		Frais de déplacement, fournitures, services contractuels	
Produit 2.2.4	Un plan d'aménagement du territoire mis en place suivant la méthodologie de développement territorial participatif et négocié permettant d'adresser entre autre la question des pâturages publics, couloirs d'accès des animaux aux points d'eau...etc.		FAO : \$78,000	Frais de déplacement / Fournitures, produits de base, matériels.	budget FAO (à mobiliser)
<b>Résultat 2.1</b>					
L'Etat a la capacité de fournir plus de services pertinents par une présence accrue sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo					
Produit 2.1.1	L'axe routier Kalungu – Numbi – Lumbishi – Tushunguti réhabilité, et les talus de la route protégés par la végétalisation (L'exécution des travaux sur le tronçon routier et sa végétalisation offre l'opportunité des communautés de pouvoir se côtoyer, et à la fin, l'accessibilité de l'axe facilitera les échanges commerciaux qui cimenteront la cohésion sociale et la diminution sensible des tensions entre différentes communautés dans la zone du projet).	OIM : \$810,000		Services Contractuels, Frais de déplacement	Réhabilitation de 44 km de route (Kalungu -Numbi - Lumbishi) et ouverture de 18 km de route (Lumbishi-Tushunguti) et la végétalisation des talus Kalungu - Lumbishi – Tushunguti en lien avec AFEDEM
Produit 2.1.2	4 bâtiments administratifs abritant la PNC et des services administratifs de Buzi et de Ziralo construits et fonctionnels	UNDP : \$268,000		Fournitures, produits de base, matériel, services contractuels	Construction de bâtiments administratifs et de la police et équipement

Produit 2.1.3	Au moins 30 nouveaux agents de la PNC sont déployés les autorités provinciales dans la zone d'intervention	UNDP : \$2,000		Location véhicule	Appui logistique au déploiement
<b>Résultat 2.2</b>					
L'Etat est de plus en plus reconnu comme le principal fournisseur de services et devient moins patrimonial					
Produit 2.2.1	Des évaluations conjointes (PNUD + AT + communautés locales, UNPOL, Appui à la justice) de la performance des entités politico-administratives, de la PNC et de la Justice dans la chefferie de Buhavu, des postes d'état de Ziralo et de Numbi sont organisées	UNDP : \$5,000		Frais de déplacement	Formation avec UNPOL, Mise en place de mécanismes de contrôle communautaire
Produit 2.2.2	Au moins 30 agents de la PNC et 45 agents de l'administration sont formés sur la sécurité, droits humains, le genre et la gestion des services décentralisés, la procédure judiciaire, etc.	UNDP : \$40,000		Ateliers	Formations avec UNPOL
Produit 2.2.3	Au moins 3 cadres de concertation entre l'administration, la police et la communauté permettent de discuter sur la qualité de service rendu	UNDP : \$15,000		Ateliers	
<b>Résultat 3.1.</b>					
D'autres débouchés économiques sont créés pour les groupes susceptibles d'être mobilisés et leurs communautés					
Produit 3.1.1	Les secteurs économiques non agricoles porteurs sont identifiés dans la zone du projet	UNDP \$5,000		Services contractuels	Etude rapide par les contractants
Produit 3.1.2	2500 membres des communautés, dont 50% de femmes vulnérables (y inclus des survivantes de VSBG) et des jeunes désœuvrés sont installés dans des activités économiques porteuses (menuiserie, maçonnerie, briqueterie,	UNDP : \$200,000		Services contractuels	2 500 membres des communautés, dont 50% de femmes vulnérables (y inclus des survivantes de VSBG) et des jeunes désœuvrés sont identifiés, structurés et accompagnés en

	boulangerie, cuisine améliorée, fromagerie, etc.)				AGR
Produit 3.1.3	Les personnes installées ont accès aux mécanismes locaux d'épargne et de crédit «MUSO Mutuelles de Solidarité»	UNDP \$5,000		Ateliers, octroi des caissettes et outils de gestion	Sensibilisation à l'accès au Mutuelles de Solidarité
<b>Résultat 3.2.</b> Les zones minières de Numbi sont structurées et des d'autres opportunités sont offertes aux creuseurs artisanaux diminuant les tensions dans les zones minières					
Produit 3.2.1	Au moins 6 sites miniers de Numbi validés conjointement par le ministère des mines, OIM et MONUSCO/IMAC	OIM \$97,000		Frais de déplacement, Personnel et autres employés ; Equipement, véhicules et mobilier	Formalisation de 6 sites miniers dans la zone du projet, en synergie avec MONUSCO/IMAC, Ministère Mine
Produit 3.2.2	Au moins 3 coopératives de 600 creuseurs artisanaux appuyées en équipements permettant d'augmenter la production minière et la réduction des risques ;	OIM \$221,770		Fourniture, produits de base, matériels ; frais de déplacement ; Frais généraux de fonctionnement	En synergie avec la société civile et MONUSCO/IMAC, plus ou moins 3 coopératives minières de 600 creuseurs artisanaux sont appuyées en renforcement des capacités et en équipements.
Produit 3.2.3	1 point de vente des produits miniers est fonctionnel	OIM \$103,100		Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs ; Fournitures, produits de base, matériels	
Produit 3.2.4	Au moins 300 creuseurs artisanaux clandestins sont appuyés dans la mise en œuvre des activités économiques alternatives	UNDP \$70,000		Fournitures, produits de base, matériels, services contractuels	Appui à 300 creuseurs clandestins et 100 femmes actives dans les mines et leurs familles pour la réalisation d'activités alternatives, Sensibilisation contre le VIH/SIDA et environnement
Produit 3.2.5	Les activités économiques de 100 femmes actives dans les zones minières sont mieux structurées	UNDP \$30,000		Services contractuels	Réorganisation du secteur, formation des groupes solidaires, formation en gestion, etc.

Produit 3.2.6	Les acteurs du secteur minier et leurs dépendants dont les femmes et les jeunes sont sensibilisés sur la lutte contre le VIH/SIDA et la protection de l'environnement dans les zones minières	UNDP \$10,000		Services contractuels	Campagnes de sensibilisation, outils de sensibilisation, fora, etc.
<b>Résultat 3.3</b>					
La capacité de production du secteur agricole, de l'élevage et du petit commerce est améliorée en vue d'apporter des moyens de subsistance durables aux femmes et aux hommes de la zone d'intervention )					
Produit 3.3.1	1500 ménages vulnérables (paysans sans terre et associations féminines) sont initiés au Maraichage sur des terres marginales afin de concilier concessionnaire et paysans sans terre dans un processus win-win limitant les tensions autour de la ressource foncière.		FAO : \$150,000	Frais de déplacement, Fournitures, produits de base, matériels, services contractuels	<i>budget FAO (à mobiliser)</i>
Produit 3.3.2	Sept mutuelles d'éleveurs sont formées sur l'amélioration de la gestion des pâturages		FAO : \$40,000	Frais de déplacement, Fournitures, produits de base, matériels, services contractuels	<i>budget FAO (à mobiliser)</i>
Produit 3.3.3	1500 agri-éleveurs vulnérables sont initiés à la pratique d'élevages pilotes et en ressources foncière comme alternative aux cultures vivrières extensifs.		FAO : \$150,000	Frais de déplacement, Fournitures, produits de base, matériels, services contractuels	<i>budget FAO (à mobiliser)</i>
Produit 3.3.4	2 marchés sont réhabilités à Numbi et Lumbishi et 2 comités de gestion sont installés et formés		FAO : \$276,200	Frais de déplacement, Fournitures, produits de base, matériels, services contractuels	<i>budget FAO (à mobiliser)</i>
Produit 3.3.5.	15 mutuelles d'éleveurs et organisation paysannes regroupant de 3000 agriculteurs et éleveurs structurées (réorganisées, dotées de documents officiels)		FAO : \$80,000.		<i>budget FAO (à mobiliser)</i>

Produit 3.3.6.	40 moniteurs agricoles, vétérinaires et ruraux de l'Inspection de l'Agriculture et du Développement rural formés sur la législation agricole et dotés de textes légaux régissant l'agriculture et l'élevage		FAO : \$60,000		<i>budget FAO (à mobiliser)</i>
Produit 3.3.7.	1 cadre de concertation/plate-forme d'échanges entre agriculteurs et éleveurs opérationnel en se basant sur la structuration des bénéficiaires en mutuelles d'éleveurs et organisations paysannes en capitalisant la dynamique créée par les CDM		FAO : \$20,000		<i>budget FAO (à mobiliser)</i>

Tableau 3 : Budget du projet par catégories de dépense de l'ONU (USD)

Catégorie de dépense	Montant de l'entité bénéficiaire PNUD	Montant de l'entité bénéficiaire UNHABITAT	Montant de l'entité bénéficiaire OIM	TOTAL Financement soumis à PBF
1. Personnel et autres employés	5142,000.00	108,954.00	144,000.00	394,954.00
2. Fournitures, produits de base, matériels	80,000.00	0	80,000.00	160,000.00
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de dépréciation)	25,000.00	66,360.00	30,000.00	121,360.00
4. Services contractuels	630,000.00	652,030.00	810,000.00	2,092,030.00
5. Frais de déplacement	30,000.00	64,180.00	41,916.00	136,096.00
6. Transferts et subventions aux homologues	30,000.00	0	0	30,000.00
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	220,200.00	106,309.00	125,954.00	452,463.00
<b>Sous-total A</b>	<b>1,157,200.00</b>	<b>997,833.00</b>	<b>1,231,870.00</b>	<b>3,386,903.00</b>
Coûts indirects* (B)	81,004.00	69,848.00	86,230.00	237,083.00
<b>TOTAL (A+B)</b>	<b>1,238,204.00</b>	<b>1,067,681.00</b>	<b>1,318,100.00</b>	<b>3,623,986.00</b>

\* Le taux ne doit pas dépasser 7% du total des catégories de dépense 1 à 7

#### c) Capacité des entités de l'ONU bénéficiaires et partenaires d'exécution :

Suite à l'analyse des conflits sur l'axe sélectionné, les agences des Nations Unies et partenaires ci-dessous ont été identifiés, selon leur mandat, leur expertise, expérience et présence au Sud Kivu, dans le territoire de Kalehe, pour la mise en œuvre du programme.

UNHABITAT exécute depuis 2012, dans la région de Minova où elle a un Centre de coordination foncière, un programme axé principalement sur (i) la prévention et résolution pacifique des conflits fonciers pour la reconstruction de la paix, la promotion à la cohabitation pacifique et la cohésion sociale ; (ii) la sécurisation foncière en faveur des groupes marginalisés dont les Personnes déplacées, les Retournés, les peuples autochtones ou les communautés locales, (iii) le renforcement de capacité en politique et la gouvernance foncière y compris la coordination des acteurs intervenants dans le foncier au niveau local, ainsi que (iv) le renforcement d'un cadre de dialogue sur les questions liées à la gestion de la Terre et autres Ressources naturelles. Bien que dédié principalement à l'appui institutionnel, les activités du présent projet seront exécutées en lien avec les mécanismes communautaires existants. UN Habitat dispose à cet effet de 3 Médiateurs Fonciers basés au centre de Coordination foncière à Minova et 1 Expert Foncier provincial basé à Bukavu qui assure en même temps la coordination du programme foncier. UN-Habitat met en œuvre dans d'autres provinces (Nord et Sud Kivu) divers projets inscrits sous l'ISSSS Phase 1. Dans le territoire de Kalehe, UN-Habitat et APC collaborent déjà depuis 2012 dans l'appui à 5 Cadres de Dialogue et de Médiation (CDM), des

structures communautaires de prévention et gestion de conflits, situés sur l'axe littoral. L'ancrage local durable d'APC et des CDM et la connaissance approfondie de la question foncière par UNHABITAT assure à ce duo une complémentarité, gage de succès.

Action pour la Paix et la Concorde (APC) est une organisation non gouvernementale de droit congolais ayant son siège à Bukavu, avec comme vision « une RDC sans conflit communautaire violent ». Elle est impliquée, depuis 2009, dans la transformation des conflits communautaires, et dans une approche de recherche-action participative, de renforcement de capacité des acteurs locaux et l'accompagnement des Cadres de dialogue et de médiation (CDMs). En dehors de ces 5 CDM précités, APC a 2 bureaux de supervision-terrains où sont basés ses assistants programmes-terrains ayant le rôle d'accompagnateur et d'encadreur des CDM, à Kalehe-centre et à Minova.

La FAO met en œuvre des activités visant la consolidation de la paix et le relèvement communautaire à travers des conseils techniques agricoles, l'accompagnement en intrants de base, la transformation des produits agricoles, la construction de hangars, marchés, de routes de dessertes agricoles, de ponts et l'accompagnement des organisations paysannes. Depuis 2009, la FAO a exécuté trois projets de stabilisation au Sud Kivu à partir de son bureau de Bukavu dont deux projets conjoints PNUD, UNICEF, FAO et un en consortium avec ALERT et CARE. L'approche communautaire a été appliquée : (1) structuration des ménages en groupements paysans, (2) constitution des groupements en association, (3) renforcement des capacités par l'approche « Champ Ecole Paysan ». Environ 16 000 ménages ont été touchés à travers 640 groupements paysans en territoires de Walungu et Kalehe (axe Miti-Hombo). Pour la FAO, le partenariat se basera à la fois sur le Ministère de l'agriculture et du développement rural à travers son service spécialisé : l'Inspection Provinciale de l'agriculture (IPAPEL) et les Organisations paysannes via les ONGs locales et internationales opérationnelles dans la zone. L'Inspection Provinciale de l'Agriculture (IPAPEL) est le service spécialisé du Ministère de l'agriculture à travers le pays. Il s'occupe principalement de la production végétale et animale, du contrôle de la qualité de semences ainsi que de la statistique agricole. Avec la décentralisation, l'IPAPEL fonctionne comme l'organe technique direct du Ministère provincial de l'agriculture.

Le présent projet compte les former dans l'approche « Résolution de conflits » avec l'intention de spécialiser dans résolution des conflits fonciers dans une optique de collaboration avec les CDM et autres structures de paix. En plus, en leur qualité d'OPJ à compétence restreinte, le projet leur donnera l'occasion d'approfondir la loi agricole avec un intérêt particulier sur les aspects relatifs au Métagage.

Le PNUD dispose d'un bureau à Bukavu et en plus de son projet de relance économique au profit des retournés et des déplacés sur l'axe Miti-Hombo, il développe un projet pilote de réintégration socioéconomique des personnes vulnérables dans le groupement de Mbinga Nord, 50 km au Sud de la zone du présent projet. Par le passé, le PNUD Sud Kivu a financé des projets de réintégration socioéconomique des ex combattants dans la région de Minova-Numbi-Ziralo. Le PNUD met aussi en œuvre un grand projet régional (3 provinces) sur l'appui à l'accès à la Justice. L'expérience accumulée dans ce domaine depuis plus de trois ans et les leçons apprises seront mises à profit pour apporter un appui substantiel sur l'axe géographique ciblé par le présent projet, en matière de restauration de l'autorité de l'Etat. Les activités s'appuieront particulièrement sur les leçons apprises, les bonnes pratiques.

Le PNUD entend aussi mettre à profit son expérience de stabilisation dans les zones minières à travers le projet Rubaya développé au Nord Kivu. Le PNUD est en effet familier avec le travail autour des carrés miniers et des villages environnant en mettant l'accent sur la promotion de l'emploi, l'accès aux services sociaux, l'appui à l'agriculture et à l'élevage et l'organisation des creuseurs. Dans ce cadre, la stratégie est structurée autour de trois axes interdépendants que sont : (i) l'amélioration de la situation socio-économique des populations dans les Zones Minières, la promotion de l'emploi des jeunes et la relance économique, (ii) l'amélioration de l'accès aux services sociaux de qualité, avec une attention particulière à la protection des enfants et des femmes, (iii) l'amélioration de



l'organisation communautaire, ceci concerne les conditions de travail, le renforcement du dialogue social, l'organisation des creuseurs, et le 'civilian oversight' des centres de négoce. En prenant en compte la structuration des Réseaux Communautaires et Réduction/Résolution des Conflits, la stratégie entend assurer la Sécurisation des droits pour l'accès à la terre à travers des mécanismes internes de résolution pacifique dans le cadre des Comités Villageois de Développement ou/et des Réseaux communautaires de Protection de l'Enfance. Le projet repose sur une stratégie qui prend en compte: (i) la collaboration directe avec les services techniques de l'Etat et le renforcement des capacités de gestion et de bonne gouvernance des autorités et des services techniques, (ii) la participation et l'appropriation communautaire, (iii) La prévention et la réduction des conflits, et (iv) une Approche Multisectorielle-Intégrée.

Le PNUD recourra au partenariat avec des partenaires ayant une bonne connaissance de la zone et y ayant déjà développé des activités de réintégration socioéconomique, notamment AVUDS, UEFA et SNV qui a reçu pour mandat la mise en œuvre de la phase pilote (adaptation de l'approche 3x6) de réintégration socioéconomique des personnes vulnérables à Nyabibwe.

L'OIM dispose d'une grande expérience dans le domaine d'appui aux coopératives minières à travers la formation des membres ainsi que la construction et l'équipement de centres de négoce. En 2013, l'OIM a organisé une session de renforcement des capacités au profit de toutes les coopératives d'exploitation minière dans la province du Sud-Kivu, dont la COPAMIHANUBU située dans le haut plateau de Numbi dans le territoire de Kalehe. En 2012, l'OIM a construit quatre centres de négoce dont un dans la province du Sud-Kivu. En juin 2012, l'OIM a réalisé une étude sur l'impact environnemental de l'axe routier Minova-Kalungu-Numbi et réhabilité cet axe pour faciliter l'accès aux sites miniers. Depuis 2013 l'OIM appuie les coopératives minières sur le site pilote de Nyabibwe dans le territoire de Kalehe où le système de traçabilité a été établi en partenariat avec les autres acteurs nationaux et internationaux. En 2013, le chiffre d'affaire annuelle d'exportation de la cassitérite à partir du site de Nyabibwe s'est élevé à 3.082.000 dollars USD avec un minimum de 3% (92 463dollars USD) comme taxe d'exportation recueillie par le gouvernement. L'OIM compte, dès juin 2014, commencer la construction du Centre de Négoce de Nyabibwe.

Dans le cadre de ce projet l'OIM compte s'appuyer sur le partenaire local Appui aux Femmes Démunies et Enfants Marginalisés en sigle AFEDEM qui a une expérience avérée sur le terrain dans les travaux de réhabilitation des routes et également en matière de résolution pacifique des conflits (cf. paragraphe I-b)

<b>Tableau 4 : Aperçu général du financement d'une entité de l'ONU dans le pays</b>				
	<b>PNUD</b>	<b>Principale source de financement (gouvernement, donateur, etc.)</b>	<b>Budget annuel ordinaire en dollars US</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale d'urgence (ex : CAP)</b>
Année financière précédente	PNUD DRC	Donateurs, fonds propres du PNUD	120,969,028	1,000,000 fonds supplémentaires japonais pour résilience en Ituri
Année financière en cours	PNUD DRC	Donateurs, fonds propres du PNUD	79,781,848	900,000 fonds supplémentaire japonais pour réintégration Nord et Sud Kivu.
	<b>UNHABITAT</b>	<b>Principale source de financement (gouvernement, donateur, etc.)</b>	<b>Budget annuel ordinaire en dollars US</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale d'urgence (ex : CAP)</b>
Année financière précédente		USAID	7,281,240 (sept 2010 à mars 2014)	
Année financière en cours				
	<b>IOM</b>	<b>Principale source de financement (gouvernement, donateur, etc.)</b>	<b>Budget annuel ordinaire en dollars US</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale d'urgence (ex : CAP)</b>
Année financière précédente	2013	USAID	1,517,984.00	
Année financière en cours	2014	USAID	1,335,491.00	
	<b>FAO</b>	<b>Principale source de financement (gouvernement, donateur, etc.)</b>	<b>Budget annuel ordinaire en dollars US</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale d'urgence (ex : CAP)</b>
Année financière précédente	2013	Royaume de Belgique Royaume de Suède Pooled Fund RDC UNTFHS Financements propres FAO SFERA (Budget FAO pour les réponses d'urgence rapides)	6,300,000	3 300 000
Année financière en cours	2014	SFERA (Budget FAO pour les réponses d'urgence rapides) Global Fund FAO UTF (fonds provenant	8,850,000	150,000

		du gouvernement de la RDC Financement propre FAO UE via UNICEF		
--	--	---	--	--

#### d) Prise en compte du genre dans le projet

Le « Genre » se rapporte aux rôles sociaux et aux relations entre les hommes et les femmes ainsi que les différentes responsabilités qu'ils assument au sein d'une communauté. Contrairement à la différenciation biologique des sexes, la détermination selon le genre des hommes et des femmes se définit socialement. Une analyse tenant compte du genre contribue à la compréhension et à l'établissement du profil des groupes vulnérables, en canalisant les ressources vers les plus nécessaires et en mobilisant les capacités d'une partie significative de la population qui est souvent sous-estimée. Les femmes, les filles, les hommes, les garçons au sein d'une communauté seront consultés aux différents stades du projet afin de prendre en compte leurs besoins et leurs priorités spécifiques.

Les trois piliers du projet (Dialogue Démocratique, Restauration de l'autorité et Relance économique) prendront en compte la dimension genre en considérant le fait que la population congolaise est composée de 52% de personnes du sexe féminin (dont 36% de filles et 16% de femmes) et 48% des personnes du sexe masculin (dont 34% de filles et 14% d'hommes, Enquête MICS 2).

##### (i) Dialogue Démocratique

Ce pilier veillera à ce que lors des séances/ateliers sur la résolution de conflits et la médiation sociale les femmes représentent au moins 40% des personnes présentes et qu'elles prennent une part active aux débats et décisions ; et qu'elles soient proportionnellement représentées dans les organes de gouvernance communautaire mis en place dans le cadre du projet, y compris les CDM, à une proportion minimale de 30%.

##### (ii) Restauration de l'autorité de l'Etat

Sa mise en œuvre devra s'assurer que lors des réunions publiques, du recrutement des policiers et d'autres actions visant le rétablissement de l'autorité de l'état, qu'au moins 40% des participants soient des femmes. Par ailleurs, la protection civile des femmes et des enfants devra être une priorité.

##### (iii) Relance économique

Les femmes font face à un déficit d'accès au revenu monétaire et à la terre, à la formation, à l'emploi, au crédit, à la prise de décision ainsi qu'aux bénéfices engendrés par la production familiale. Le projet veillera donc à ce que l'appui apporté pour les activités génératrices de revenus (AGR), les techniques améliorées et la transformation des aliments ciblent prioritairement les femmes. Cela permettra de renforcer leur autonomisation ainsi que l'allègement de leur charge de travail traditionnel. Les groupements paysans de femmes existants seront par ailleurs particulièrement ciblés ; de même qu'une attention particulière sera accordée à leur structuration suivant leurs secteurs d'activités.

Les activités des femmes dans les mines (tenancières de petits restaurants à l'entrée des mines) seront restructurées et/ou renforcées, notamment en leur facilitant l'accès à des micro-crédits ; de même que des alternatives économiques seront proposées aux femmes qui y manifesteront un intérêt.

Dans tous les cas, les données sur les bénéficiaires du projet seront ventilées par sexe pour toutes les activités du projet afin de suivre et d'évaluer l'accès égal des femmes et des hommes aux bénéfices du projet, qui constitue un gage de stabilité de la zone.

### III. Gestion et coordination

#### a) Gestion du projet :

Partenariat, Modalités de mise en œuvre, suivi et reporting – PNUD/UN-HABITAT/OIM/FAO:

Le projet est élaboré, planifié et sera mis en œuvre de manière conjointe, de l'évaluation des besoins, jusqu'au suivi des interventions et la clôture officielle du projet. Le projet conjoint est développé au sein d'un document unique incluant des objectifs, un cadre logique et un plan d'action commun. Des structures et mécanismes de coordination et de suivi rassemblant les agences ainsi que leurs partenaires gouvernementaux et non-gouvernementaux, sont mis en place, au niveau provincial et local.

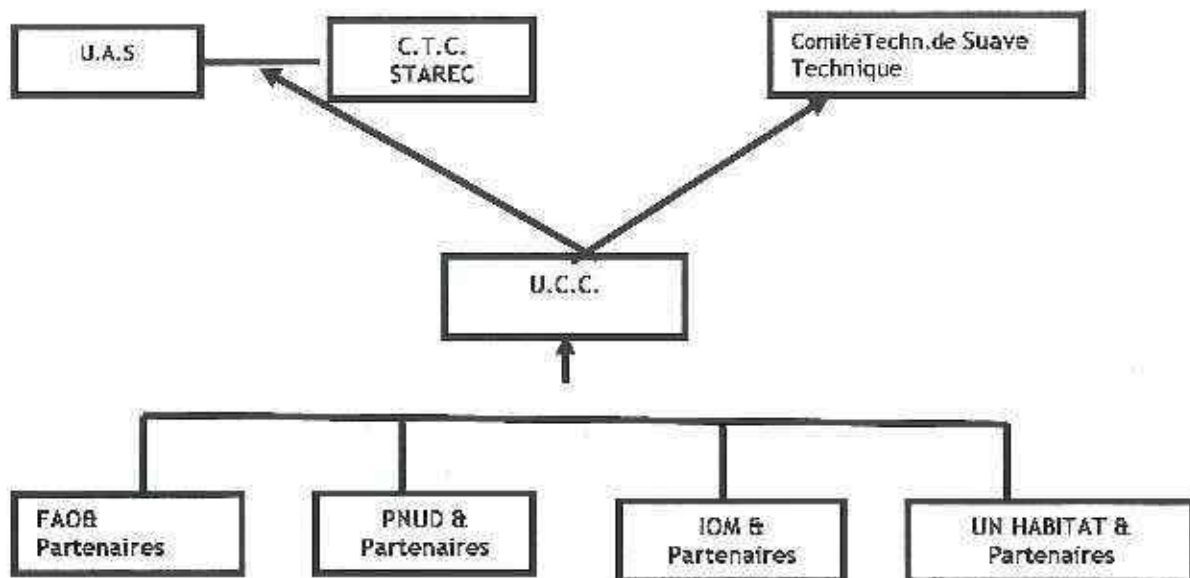
Au niveau provincial, l'Unité Conjointe de Coordination (UCC) constituera un cadre de coordination des activités mais aussi un cadre de suivi de l'avancement des activités conduites par chaque agence sur le terrain. Les réunions mensuelles offriront aux Agences l'occasion de faire une mise à jour sur le déroulement des activités. Composée des quatre (4) organisations PNUD/UN-HABITAT/OIM/FAO et de leurs partenaires, l'UCC se réunit de manière mensuelle pour assurer le suivi de la mise en œuvre opérationnelle, assurer le flux de communication entre les différents partenaires de mise en œuvre et organiser des visites communes sur le terrain. L'agence Lead veillera au quotidien à une utilisation rationnelle des ressources par tous les partenaires de mise en œuvre, notamment, à travers l'organisation des missions conjointes.

Pour assurer un meilleur ancrage institutionnel du projet, un cadre conjoint de suivi des activités regroupant le Ministère du Plan, les Ministères techniques de l'Agriculture, de la Justice, de l'Intérieur et des Divisions techniques directement concernées par les activités du Projet, se réunit une fois par trimestre autour du bureau provincial du STAREC. Dans l'intervalle des réunions trimestrielles, Les experts techniques du STAREC seront continuellement informés de l'évolution des activités. Ils relayeront les défis relevés au cours de l'exécution et coordonneront le plaidoyer auprès des autorités provinciales et nationales, à travers le Ministère du Plan, en vue de la mise en œuvre effective des engagements de l'Etat pour l'atteinte des résultats.

Le pilotage du projet est assuré par le Comité Technique Conjoint (CTC) du STAREC, présidé par le Gouverneur de Province et coprésidé par le chef de bureau de la MONUSCO. Cela permet d'inscrire le projet dans le cadre général de la stabilisation et dans la vision stratégique de reconstruction engagée par la Province. Le CTC sera convoqué par l'autorité provinciale sur une base trimestrielle.

Le PNUD a été désigné comme Agence Lead du programme conjoint d'un commun accord par l'ensemble des agences participantes. Il garantira la réalisation d'une planification conjointe et la synergie entre les interventions des différentes agences, l'organisation des réunions de planification, suivi et évaluation du projet, veillera au respect des conditions posées par les bailleurs, coordonnera le reporting des activités et la communication avec les autres acteurs, notamment la partie gouvernementale et SSU, au niveau provincial.

*Organigramme*



**Organes de suivi:**

- **Comité Technique Conjoint:** Gouvernement Provincial, MONUSCO, PNUD, UN-HABITAT, FAO, OIM, Représentants des bénéficiaires, Représentants des partenaires
- **Comité Technique de Suivi :** Coordonnateurs des projets, UAS, Ministère provincial du Plan, STAREC
- **UAS :** Unité d'Appui à la Stabilisation et STAREC
- **Unité conjointe de Coordination :** PNUD, UN-HABITAT, OIM, FAO
- **Agence Lead de Coordination :** PNUD

b) **Gestion des risques:**

**Tableau 5 – Matrice de gestion des risques**

<b>Risques</b>	<b>Probabilité (haute, moyenne, faible)</b>	<b>Gravité de l'impact sur le projet (haut, moyen, faible)</b>	<b>Stratégie d'atténuation (et personne/unité responsable)</b>
La résurgence entre les groupes armés ou entre les FARDC et les groupes armés dans les sites du projet	Haute	Haute	Mettre en place un mécanisme d'alerte précoce des incidents Garder des contacts permanents avec les CBO de la MONUSCO présents dans la zone (Minova et Kalehe Centre)
Zone inaccessible à cause de mauvais état de routes	Moyenne	Faible	Mettre en place les actions de plaidoyer avec des organisations capables d'agir sur les endroits en état d'impraticabilité dans les sites du projet
Réticence des acteurs clés à s'impliquer dans les actions du projet	Moyenne	Moyenne	Renforcer, intensifier et appuyer les actions de sensibilisation dans les zones de forte concentration des éléments Raia Mutomboki pour éviter leur manipulation
Contractualisation des partenaires nationaux	Haute	Haute	Mettre en place des processus raccourcis de contractualisation?!

**Suivi et évaluation :**

Le projet contribuera aux théories du changement et aux effets et impact des priorités 1 et 4 de l'ISSSS en utilisant ses indicateurs. L'ensemble des partenaires de mise en œuvre devront s'assurer qu'ils renseignent ces indicateurs identifiés, de manière régulière. En vue de garantir la qualité des données à rapporter, l'agence lead recourra aux services d'un expert national en suivi et évaluation qui aura aussi en charge le reporting.

<b>Frais de coordination et de S&amp;E par catégorie de</b>	<b>Montant</b>
Chargé de projet	75,000.00
Etude de Base	50,000.00
Réunions du Comité de pilotage (Suivi)	15,000.00
Visite terrain	20,000.00
Appui Bureau de Bukavu	25,000.00
Rapports et divers	5,000.00
Evaluation finale,	40,000.00
<b>TOTAL</b>	<b>230,000.00</b>

Pour permettre une bonne évaluation du projet, une étude de base sera conduite au démarrage en vue de renseigner la situation initiale de ces indicateurs. A la fin du projet, une étude de perception sera aussi menée pour collecter les données auprès des bénéficiaires afin d'identifier les changements induits par les interventions dans le cadre de l'évaluation finale.

Le mécanisme de suivi et de collecte de données en lien avec ces indicateurs sera mis en place par les agences de mise en œuvre et partagé avec le STAREC/UAS.

Le suivi des activités de ce projet se fera à trois niveaux différents :

- Le niveau du terrain avec l'accompagnement de proximité des bénéficiaires du projet par les animateurs des différentes structures de mise en œuvre des trois agences. A ce niveau, il sera question de suivre les activités et récolter les données conformément aux indicateurs initiaux. A cet effet, les partenaires de mise en œuvre (par exemple APC) assureront une présence permanente sur terrain afin de se rapprocher davantage des bénéficiaires directs du projet, pour comprendre au quotidien le contexte, l'évolution des activités, les changements progressifs induits par les actions du projet.
- Au niveau de la gestion du projet, le programme organisera des missions conjointes de suivi avec les agences impliquées sur la zone d'intervention Minova – Numbi – Ziralo du projet. L'analyse des données de terrain, l'évolution des activités et le contexte du projet permettront de prendre des décisions de réaménagement des activités de manière à s'assurer de l'atteinte progressive des résultats escomptés. Les conclusions alimenteront les réunions de coordination qui seront convoquées par l'agence lead.
- Le troisième niveau concerne l'implication du STAREC, des Ministères concernés et de l'UAS dans des missions élargies de suivi à planifier sur une base trimestrielle.

A ces différents niveaux, les indicateurs de base permettront de mener le suivi de manière systématique selon l'avancement périodique des activités et l'atteinte des résultats escomptés.

Les résultats de ces différentes missions permettront la rédaction des rapports du projet à soumettre à différents échelons selon les obligations contractuelles (voir dispositions administratives ci-dessous), d'identifier les gaps et réorienter éventuellement les activités.

S'agissant de l'évaluation, deux missions d'évaluation seront organisées dont l'une à mi-parcours et l'autre à la fin du projet. Ces évaluations des résultats (produits et effets) seront réalisées en vue de pouvoir mesurer les résultats atteints. Elles seront participatives, et conduites en référence à une Baseline initiale afin d'évaluer l'impact du projet au sein des communautés.

L'Agence Lead a la responsabilité de la collecte, de la compilation et du transfert des rapports des différents RUNO au Secrétariat du PBSO suivant les procédures et délais indiqués dans les dispositions administratives ci-dessous.

#### c) Dispositions administratives

Le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluri partenaires (MPTF) du PNUD fait office d'Agent administratif (AA) du Fonds pour la consolidation de la paix, et est chargé, à ce titre, de recevoir les contributions des donateurs, d'assurer les transferts de fonds des entités des Nations Unies bénéficiaires, ainsi que de la consolidation des rapports narratifs et financiers et de la présentation de l'ensemble aux donateurs liés au PBSO et au Fonds. En tant qu'Agent administratif, le MPTF transfère les fonds aux entités des Nations Unies bénéficiaires sur la base du Mémoire d'accord signé par chaque entité et par le MPTF.

#### Fonctions de l'Agent administratif

Au nom des organisations participantes, et conformément au « Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN Funds » (2008)<sup>6</sup> (Protocole relatif à l'Agent administratif des Fonds d'affectation spéciale pluri donateurs et des Programmes conjoints, et du Fonds du programme des Nations Unies « Unis dans l'action ») – protocole approuvé par le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) – le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluri partenaires doit, en tant qu'Agent administratif du Fonds :

- Débourser des fonds à l'intention de chaque entité des Nations Unies bénéficiaire, conformément aux instructions du PBSO. En principe, l'Agent administratif procède à chaque versement dans un délai de 3 à 5 jours ouvrables après avoir reçu les instructions du PBSO, ainsi que le Formulaire de demande pertinent et le Descriptif de projet signé par tous les participants concernés;
- Consolider les rapports narratifs et les états financiers (annuels et finals), sur la base des demandes soumises à l'Agent administratif par les entités des Nations Unies bénéficiaires, et fournir aux donateurs et au PBSO les rapports d'activité consolidés;
- Procéder, dans le cadre du système du MPTF, à la clôture opérationnelle et financière du projet, une fois celui-ci déclaré officiellement achevé par l'entité des Nations Unies bénéficiaire concernée (en joignant également le rapport narratif final, l'état financier final certifié et le document spécifiant le remboursement du solde);

Débourser des fonds à l'intention de toute entité des Nations Unies bénéficiaire, afin de couvrir tout coût supplémentaire décidé par le PBSO, conformément au statut et aux règles du Fonds.

#### **Responsabilité, transparence et rapports des entités des Nations Unies bénéficiaires**

Les entités des Nations Unies bénéficiaires doivent assumer intégralement la responsabilité programmatique et financière des fonds qui leur sont versés par l'Agent administratif. Ces fonds seront gérés par chaque entité conformément à son propre statut, ses propres règles, directives et procédures.

Chacune de ces entités tiendra un « grand livre » faisant état de la réception et de la gestion des fonds qui lui auront été versés par l'Agent administratif sur le budget du Fonds. Ce grand livre, autonome pour chaque entité, sera géré par l'entité en question conformément à ses règles, directives et procédures (y compris les règles régissant les intérêts). Chaque « grand livre » autonome sera soumis exclusivement aux procédures d'audit internes et externes établies dans le cadre du statut, des règles, des directives et procédures applicables à l'entité des Nations Unies concernée.

Chaque entité des Nations Unies bénéficiaire fournira à l'Agent administratif et au PBSO (uniquement en ce qui concerne les rapports narratifs, dans ce dernier cas) les éléments suivants :

- Des rapports d'activité semestriels, à soumettre au plus tard le 15 juillet;
- Des rapports d'activité narratifs annuels, à soumettre dans un délai de 3 mois après la fin de l'année civile (31 mars);
- Des états financiers annuels en date du 31 décembre et concernant les fonds versés à l'entité en question par le Fonds, à soumettre dans un délai de 4 mois après la fin de l'année civile (30 avril);
- Des rapports narratifs finals, après achèvement des activités prévues dans le document programmatique approuvé, et à soumettre dans un délai de 4 mois (30 avril), au cours de l'année.

<sup>6</sup> Disponible à l'adresse suivante : <http://www.undg.org/docs/9885/Protocol-on-the-role-of-the-AA,-111-311.2008.doc>



suivant l'achèvement des activités en question. Le rapport final contiendra un résumé des réalisations et résultats en regard des buts et objectifs du Fonds;

- Des états financiers finals et certifiés, après achèvement des activités prévues dans le document programmatique approuvé, et à soumettre dans un délai de 6 mois (30 juin), au cours de l'année suivant l'achèvement des activités en question;
- Le solde non utilisé à la clôture du projet devra être reversé, et une notification sera envoyée à ce sujet au Bureau du MPTF, dans un délai de 6 mois (30 juin) au cours de l'année suivant l'achèvement des activités.

#### **Propriété du matériel, des fournitures et autres biens**

La propriété du matériel, des fournitures et autres biens financés sur le budget du Fonds sera assumée par l'entité des Nations Unies bénéficiaire et responsable des activités. Les questions de transfert de propriété demandé par l'entité des Nations Unies bénéficiaire seront déterminées conformément aux politiques et procédures de l'entité en question.

#### **Information du public**

Le PBSO et l'Agent administratif veilleront à la publication des opérations du Fonds sur le site Internet de ce dernier (<http://unpbf.org>) et sur le site de l'Agent administratif (<http://mptf.undp.org>).

**Annexe A : Résumé de projet (à fournir au Bureau du MPTF sous format Word)**



**FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX  
RÉSUMÉ DE PROJET**

<b>Numéro et intitulé du projet :</b>	Projet de consolidation de la paix sur l'axe Minova, Numbi et Ziralo en Territoire de Kalehe/Sud-Kivu	
<b>Entité(s) de l'ONU bénéficiaire(s) :</b>	UNHABITAT, PNUD, OIM	
<b>Partenaire(s) d'exécution :</b>	<b>Partenaire UN : FAO</b> <b>GoDRC :</b> PNC, Administration Publique, Justice, Services foncier, Services des routes, Commission Foncière de l'Ituri, IPAPEL, Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Élevage ; Division provinciale du Développement Rural. <b>ONG nationales :</b> APC, AFEDEM, <b>MONUSCO :</b> CAS, JSS, Correction, UNPOL, SVU, SSU	
<b>Site :</b>	Minova, Numbi et Ziralo	
<b>Budget approuvé du projet :</b>	<b>Budget Total : 4, 522,447.02 USD</b> <b>3,623,954.11 USD</b> soumis au Fonds pour la consolidation de la paix : 906,566.04 (à mobiliser pour la FAO)	
<b>Durée du projet :</b>	<b>Date de démarrage prévue : Septembre 2014</b>	<b>Date d'achèvement prévue : Mars 2016</b>
<b>Domaine de priorité du Fonds :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends</i></li> <li>- <i>Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix</i></li> <li>- <i>(Ré)-établissement des services administratifs essentiels</i></li> </ul>	
<b>Résultats du projet :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <b>Résultat 1 :</b> Les populations de l'axe Minova-Numbi-Ziralo et les représentants de l'Etat congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour répondre aux causes des conflits, consolider la paix et créer les bases pour des institutions transparentes, inclusives et effectives.</li> <li>✓ <b>Résultat 2 :</b> La présence et la qualité de service fournie par les représentants de l'Administration sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo, contribuent à renforcer l'autorité de l'Etat et accroître la confiance des populations dans leurs institutions</li> <li>✓ <b>Résultat 3 :</b> Sur la base de leurs propres recommandations, la population de l'axe Minova-Numbi-Ziralo entreprend des activités de reprise socioéconomique à petite échelle, construit la cohésion sociale malgré les chocs extérieurs, renforce la résilience au plan communautaire, ouvrant un</li> </ul>	

	espace pour le développement à plus long terme.
<p><b>Activités principales du projet :</b></p>	<p><b>Activités clé du Résultat 1 :</b>  (i) <b>Elaboration d'une cartographie des conflits</b> et élaboration et mise en œuvre des plans locaux de consolidation de la paix dans les sites de Minova, Numbi et Ziralo ,  (ii) <b>Mise en place et renforcement des capacités</b> de 5 Cadres de Dialogue et de Médiation, (iii) <b>Implication des autorités locales et les communautés</b> dans les échanges sur la cohabitation pacifique et la dynamique des groupes armés dans les localités de Minova, Numbi et Ziralo</p> <p><b>Activités clé du Résultat 2 :</b>  (i) <b>Réhabilitation de l'axe routier Kalungu –Numbi- Lumbishi- Tushunguti</b> et protection des talus de la route par la végétalisation, (ii) <b>construction de 4 bâtiments administratifs</b> abritant la PNC et des services administratifs de Buzi et de Ziralo (iii) <b>appui au déploiement d'au moins 30 agents</b> de la PNC sont déployés dans la zone d'intervention ; (iii) <b>évaluations conjointes</b> de la performance des entités politico-administratives, de la PNC et de la Justice, (iv) <b>formation de 30 agents</b> de la PNC et 45 agents de l'administration, organisation de 3 cadres de concertation entre l'administration, la police et la communauté</p> <p><b>Activités clé du Résultat 3 :</b>  (i) <b>identification des secteurs économiques non agricoles porteurs</b> dans la zone, appui aux activités économiques en faveur de 2500 membres des communautés, (iii) <b>promotion de l'accès aux mécanismes locaux d'épargne et de crédit</b> ; (iv) <b>Validation de 6 sites miniers</b> de Numbi, (v) <b>équipement de 3 coopératives</b> de 600 creuseurs artisanaux, (iii) <b>appui au fonctionnement d'un point de vente des produits miniers</b>, (vi) <b>appui aux activités économiques en faveur des creuseurs artisanaux clandestins</b>, (vii) <b>appui aux activités économiques des femmes actives</b> dans les zones minières (viii) <b>sensibilisation des acteurs du secteur minier</b> sur la lutte contre le VIH/SIDA et la protection de l'environnement</p>

\*

**Annexe B – Cadre de résultats du projet IRF**

<b>Nom du pays : RD CONGO</b>							
<b>Dates du projet :</b>							
<b>Théorie de changement pour l'IRF :</b> Les populations de l'axe Minova-Numbi-Ziralo et les représentants de l'Etat congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour répondre aux causes des conflits, consolider la paix et créer les bases pour des institutions transparentes, inclusives et effectives.							
Résultats	Produits	Indicateurs	Mode de vérification	Année 1	Année 2	Etapes	
<b>Description du résultat / effet 1.1 :</b>  Une vision collective à long terme et des solutions concrètes pour la Paix sont formulées sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo en tenant compte de la perspective des hommes et des femmes, et une culture de dialogue est profondément ancrée dans ces communautés		<b>Indicateur de résultat</b> Pourcentage de la population déclarant être impliqués dans la dialogue avec d'autres membres de la communauté, y inclus d'autres ethnicités, pour trouver des solutions pour l'insécurité et l'instabilité au niveau communautaire (désagrégré par genre, âge et groupe social/ethnique)  <b>Niveau de référence :</b> Tbd  <b>Cible :</b> Tbd	Enquête de perception  Focus group discussions	X	X	Une Baseline sera réalisée en début du projet par l'agence « lead »	
	<b>Produit 1.1.1</b> 1 cartographie des conflits et des plans locaux de consolidation de la paix dans les sites de Minova, Numbi et Ziralo disponibles et mis en œuvre	<b>Indicateur</b> Nombre de plans locaux élaborés et mis en œuvre par les autorités locales et les communautés  <b>Niveau de référence :</b> 0  <b>Cible :</b> 3 plans locaux	Rapports d'activités  Copies des cartographies et des plans	X	X		
	<b>Produit 1.1.2</b>	<b>Indicateur</b>	Rapports				

	<p>5 Cadres de Dialogue et de Médiation (CDM) composés de 100 hommes et de femmes prennent en charge les conflits et conduisent des dialogues sociaux à Minova, Numbi, Tushunguti, Lumbishi et Chambombo, avec un accent sur les enfants associés aux GA ou dans les carrés miniers</p>	<p>Nombre de cadres de dialogue mis en place et opérationnels  <b>Niveau de référence</b> : 2  <b>Cible</b> : 5</p> <p><b>Indicateur</b>  Nombre de membre des CDM formés  <b>Niveau de référence</b> : 20  <b>Cible</b> : 100</p> <p><b>Indicateur</b>  Pourcentage de femmes participant dans les organes de décision  <b>Niveau de référence</b> : 10%  <b>Cible</b> : 50%</p> <p><b>Indicateur</b> Nombre de sessions de dialogues organisées  <b>Niveau de référence</b> : 4  <b>Cible</b> : 10</p>	<p>d'activités</p> <p>Enquêtes de perception</p>	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
	<p><b>Produit 1.1.3</b>  Ateliers de formation sur la R 1325 et de la R1612 organisés</p>	<p><b>Indicateur</b>  Nombre d'ateliers organisés  <b>Niveau de référence</b> : 0  <b>Cible</b> : 5</p>			X	X	X	X	X	X			<p>réflexion sur la promotion des droits des enfants entre autres l'utilisation des enfants dans les GA et les carrés miniers</p>
	<p><b>Produit 1.1.4</b>  lois régissant le métayage et la gestion des pâturages sont connus et maîtrisés de toutes les parties prenantes (agriculteurs-éleveurs, membres des</p>	<p><b>Indicateur</b>  Nombre de journée de réflexion problématique agriculteurs - éleveurs  <b>Niveau de référence</b> : 1  <b>Cible</b> : 5</p>		X	X	X							

	CDM, autorités locales)	<p><b>Indicateur</b> Nombre d'atelier de formation sur les lois régissant métayage et gestions pâturages Niveau de référence : 0 <b>Cible</b> : 2</p> <p><b>Indicateur</b> Nombre de membres des CDM renforcés dans leurs capacités de gestion des questions agro-pastorales Niveau de référence : 0 <b>Cible</b> : 60</p>										
<p><b>Description du résultat / effet 1.2:</b></p> <p>Les Chefs de groupements de Buzi et Ziralo, les représentants de l'administration territoriale foncière et les communautés endossent et prennent en compte des résultats des dialogues</p>		<p><b>Indicateur</b> Degré de connaissance des conclusions des dialogues par les autorités locales et provinciales Niveau de référence : 0 <b>Cible</b> : 60%</p>	<p>Enquête de perception</p> <p>Focus group discussions</p>	X							X	<p>Une Baseline sera réalisée en début du projet par l'agence « lead »</p>
	<p><b>Produit 1.2.1</b> les autorités locales et les communautés réfléchissent ensemble sur la cohabitation pacifique et la dynamique des groupes armés au cours de 5 journées de réflexion dans les localités de Minova, Numbi et Ziralo</p>	<p><b>Indicateur</b> : Nombre de concertations entre l'administration et les populations Niveau de référence : 0 <b>Cible</b> : 5 journées de réflexion</p> <p><b>Indicateur</b> : Nombre de recommandations du dialogue prises en compte dans la gestion des conflits Niveau de référence : 0 <b>Cible</b> : au moins 50 des</p>	<p>Rapports d'activités</p> <p>Enquêtes de perception,</p> <p>Analyse d'experts</p>			X	X	X	X			

	<p><b>Produit 1.2.2</b> Au moins 50 transactions foncières sont mieux suivies par la circonscription foncière de Kalehe/Idjwi, brigade de Minova.</p>	<p><b>recommandations</b></p> <p><b>Indicateur :</b> Capacités de la circonscription <b>Niveau de référence :</b> faible <b>Cible :</b> Equipements mobiliers, Informatique, et registres</p> <p><b>Indicateur :</b> Nombre de transactions foncières documentées et suivies <b>Niveau de référence :</b> 0 <b>Cible :</b> 50</p>	<p>Rapports d'activités</p> <p>Archives de la circonscription</p>	X	X	X	X	X	X		
	<p><b>Produit 1.2.3</b> Un plan d'aménagement du territoire suivant la méthodologie de développement territorial participatif et négocié est mis en place</p>	<p><b>Indicateur :</b> Plan d'aménagement du territoire <b>Niveau de référence :</b> inexistant <b>Cible :</b> 1 plan élaboré</p>			x	x					
<p><b>Description du résultat / effet 2.1.</b></p> <p>L'Etat a la capacité de fournir plus de services pertinents par une présence accrue sur l'axe Minova-Numbi -Ziralo</p>		<p><b>Indicateur</b> Pourcentage de la population dans les zones prioritaires (désagréé par sexe) indiquant qu'ils ont accès aux services administratifs essentiels au niveau local et du territoire (désagréé par genre) <b>Niveau de référence :</b> TbD <b>Cible :</b> TbD</p>	<p>Enquêtes de perception</p> <p>Focus groups</p>	X						X	<p>Evaluation (enquête perception et FGD pour le Baseline et en fin de projet par l'agence « lead »</p>
		<p><b>Indicateur</b> Pourcentage de la population dans les zones prioritaires indiquant qu'ils ont accès à la police au cas de nécessité. <b>Niveau de référence :</b> TbD <b>Cible :</b> TbD</p>	<p>Enquêtes de perception</p> <p>Focus groups</p>	X						X	<p>Evaluation (enquête perception et FGD pour le Baseline et en fin de projet par l'agence « lead »</p>

	<p><b>Produit 2.1.1</b> L'axe routier Kalungu – Numbi – Lumbishi – Tushunguti est réhabilité, et les talus de la route sont protégés par la végétalisation et contribue à la stabilisation de la zone du projet</p>	<p><b>Indicateur</b> Nombre de Km de route et de ponts, de ponceaux réhabilités et ou construits. <b>Niveau de référence</b> : 10 km et 0 <b>Cible</b> : 62 Km &amp; 16 ouvrages</p>	<p>Rapports d'activités</p> <p>Rapport de visite terrain</p> <p>Attestation de réception des travaux</p>	X	X	X	X	X	X			
	<p><b>Produit 2.1.2</b> 4 bâtiments administratifs abritant la PNC et des services administratifs de Buzi et de Ziralo construits et fonctionnels</p>	<p><b>Indicateur</b> Nombre de commissariats et bâtiments administratifs fonctionnels. <b>Niveau de référence</b> : 0 <b>Cible</b> : 04</p>	<p>Rapports d'activités</p> <p>Rapport de visite terrain</p> <p>Attestation de réception des travaux</p>		X	X	X					
	<p><b>Produit 2.1.3</b> Au moins 30 agents de la PNC sont déployés dans la zone d'intervention</p>	<p><b>Indicateur</b> Nombre d'agents déployés et opérationnels. <b>Niveau de référence</b> : 7 <b>Cible</b> : 30</p>	<p>Rapports d'activités</p> <p>Décision de déploiement</p>				X	X	X			
<p><b>Description du résultat / effet 2.2. :</b></p> <p>L'Etat est de plus en plus reconnu comme le principal fournisseur de services et devient moins patrimonial</p>		<p><b>Indicateur</b> Perception du niveau de corruption des services étatiques par la population de la zone d'intervention (Désagrégé par sexe) <b>Niveau de référence</b> : TbD <b>Cible</b> : TbD</p>	<p>Enquêtes de perception</p> <p>Focus groups</p>	X							X	<p>Evaluation (enquête perception et FGD pour le Baseline et en fin de projet par l'agence « lead »)</p>



		<p><b>Indicateur</b>  Pourcentage de la population de la zone d'intervention (désagrégé par sexe et groupe socio-ethnique) affirmant avoir confiance dans les services de la PNC.</p> <p><b>Niveau de référence : Tbd</b></p> <p><b>Cible : Tbd</b></p>	<p>Enquêtes de perception</p> <p>Focus groups</p>											<p>Evaluation (enquête perception et FGD pour le Baseline et en fin de projet par l'agence « lead »)</p>
	<p><b>Produit 2.2.1</b>  Au moins 30 agents de la PNC et 45 agents de l'administration sont formés sur la sécurité et la gestion des services décentralisés en vue d'un meilleur service aux populations</p>	<p><b>Indicateur</b>  Nombre de fonctionnaires formés (Désagrégé par secteur d'activité et par sexe)  <b>Niveau de référence : 0</b>  <b>Cible : 30 PNC, 45 administratifs et groupements</b></p>	Rapport d'activités		X	X	X	X	X					
		<p><b>Indicateur</b>  Thèmes abordés au cours de la formation  <b>Niveau de référence : 0</b>  <b>Cible : finances publiques, planification, gestion et fonctionnement des services administratifs, droits de l'homme, intégrité et anti-corruption</b></p>												
	<p><b>Produit 2.2.2</b>  Au moins 3 cadres de concertation entre l'administration, la police et la communauté permettent de discuter</p>	<p><b>Indicateur</b>  Nombre de cadres de concertation  <b>Niveau de référence : 0</b>  <b>Cible : 3</b></p>			X	X	X	X	X					

	sur la qualité de service rendu	<b>Indicateur</b> % des représentants de la communauté satisfait du service rendu par l'administration <b>Niveau de référence</b> : 0 <b>Cible</b> : 60%										
<b>Description du résultat effet 3.1.</b> D'autres débouchés économiques sont créés pour les groupes susceptibles d'être mobilisés et leurs communautés		<b>Indicateur</b> Pourcentage des ménages avec un membre appartenant à un group à risque (jeunes, ex-combattants, IDPs etc.) indiquant une amélioration dans ses conditions de vie (désagrégé par genre, ménages femme/homme chef de ménage)  <b>Niveau de référence</b> : TBD <b>Cible</b> : TBD	Enquêtes de perception Focus groups Analyse d'experts	X							X	Evaluation (enquête perception et FGD pour le Baseline et en fin de projet par l'agence « lead »
		<b>Indicateur</b> Degré de satisfaction avec nouveau AGR des membres nouvellement employés des groupes à risque, femmes chef de ménage et victimes des violences sexuelles/basé sur le genre (désagrégé par genre et âge) <b>Niveau de référence</b> : TBD <b>Cible</b> : TBD	Enquêtes de perception Focus groups	X							X	Evaluation (enquête perception et FGD pour le Baseline et en fin de projet par l'agence « lead »

	<p><b>Produit 3.1.1 :</b> Les secteurs économiques non agricoles porteurs sont identifiés dans la zone du projet</p>	<p><b>Indicateur</b> Etude sur les secteurs agricoles porteurs dans la zone</p> <p><b>Niveau de référence :</b> N/A</p> <p><b>Cible :</b> une enquête existe</p>	Rapport d'étude		x	x								
	<p><b>Produit 3.1.2</b> 2500 membres des communautés, dont 50% de femmes vulnérables (y inclus des survivantes de VSBG) et des jeunes désœuvrés sont installés dans des activités économiques porteuses (menuiserie, maçonnerie, briqueterie, boulangerie, cuisine améliorée, fromagerie, etc.)</p>	<p><b>Indicateur</b> Nombre de personnes impliquées dans les conflits installées (Homme/Femme)</p> <p><b>Niveau de référence :</b> 0</p> <p><b>Cible :</b> 2500 dont 1000 femmes</p>	<p>Rapports d'activités</p> <p>Enquêtes de perception, Focus groups, Analyse d'expert</p>	X	X	X	X	X	X					
	<p><b>Produit 3.1.3</b> Les personnes installées ont accès aux mécanismes locaux d'épargne et de crédit «MUSO»</p>	<p><b>Indicateur :</b> Pourcentage de la population installée ayant accès au crédit à travers les MUSO (désagrégé par sexe)</p> <p><b>Niveau de référence :</b> 0</p> <p><b>Cible :</b> 30%</p>		X	X	X	X	X	X					
<p><b>Description du résultat effet 3.2</b></p> <p>Les zones minières de Numbi sont structurées et des</p>		<p><b>Indicateur</b> Pourcentage de la population, dans les zones minières engagés dans des activités économiques alternatives (désagrégé by Genre, age).</p>	<p>Enquêtes de perception, Focus groups, Analyse d'expert</p>	X								X	<p>Evaluation (enquête perception et FGD pour le Baseline et en fin de projet par l'agence « lead »</p>	

d'autres opportunités sont offertes aux creuseurs artisansaux diminuant les tensions dans les zones minières															
<b>Produit 3.2.1</b> Au moins 6 sites miniers de Numbi sont validés		<b>Niveau de référence : TBD</b> Cible : TBD		Rapport d'activités Analyse d'exports		X	X								
<b>Produit 3.2.2</b> Au moins 3 coopératives de 600 creuseurs artisansaux sont équipées et appuyées pour la protection pacifique des droits de leurs membres		<b>Indicateur</b> Nombre de coopératives de creuseurs structurées et appuyées. <b>Niveau de référence : 1</b> <b>Cible : 3</b> coopératives de 200 creuseurs chacune		Rapports d'activités Analyse d'exports		X	X	X	X	X					
<b>Produit 3.2.3</b> Au moins 1 point de ventes des produits miniers est fonctionnel		<b>Indicateur</b> Voies de recours des coopératives pour la défense de leurs droits <b>Niveau de référence : violence</b> <b>Cible : recours de droit</b>		Rapport d'activités Analyse d'exports											
<b>Produit 3.2.4</b> Au moins 300 creuseurs artisansaux clandestins appuyés dans la mise en oeuvre des activités économiques alternatives		<b>Indicateur</b> Nombre de points de vente construit et équipé. <b>Niveau de référence : 0</b> <b>Cible : 1</b>		Rapport d'activités Enquête d'opinion		X	X	X	X	X					
<b>Produit 3.2.5</b>		<b>Indicateur</b> Nombre de creuseurs artisansaux bénéficiaires d'activités alternatives. <b>Niveau de référence : 0</b> <b>Cible : 300</b>		Rapport d'activités Enquête d'opinion		X	X	X	X	X					
		<b>Indicateur de résultat 3.3.5</b>		Rapport d'activités											

	Les activités économiques de 100 femmes actives dans les zones minières sont mieux structurées	Nombre de femmes du secteur miniers bénéficiant d'appui Niveau de référence : 0 Cible : 100	Enquête d'opinion			X	X	X	X			
	<b>Produit 3.2.6</b> Les acteurs du secteur minier et leurs dépendants dont les femmes et les jeunes sont sensibilisés sur la lutte contre le VIH/SIDA et la protection de l'environnement dans les zones minières	Indicateur Nombre de personnes ciblées par les sensibilisations Niveau de référence : 0 Cible : 30 000	Rapport d'activités Enquête d'opinion			X	X	X	X			
<b>Résultat 3.3.</b> La capacité de production du secteur agricole, de l'élevage et du petit commerce est améliorée en vue d'apporter des moyens de subsistance durables aux femmes et aux hommes de la zone d'intervention		Indicateur % de fermiers, éleveurs et petit négociant indiquant un revenu accru de leurs moyens de subsistance Niveau de référence : TbD Cible : TbD	Focus groups Analyse d'expert	X							X	Evaluation (FGD et analyse pour le Baseline et en fin de projet par l'agence « lead »
		Indicateur % d'hommes et de femmes travaillant dans un secteur spécifique qui sont organisés (mutuelle, syndicat...) Niveau de référence : TbD Cible : TbD		X							X	
	<b>Produit 3.3.1.</b> 1,500 ménages vulnérables (paysans sans terre et associations féminines) sont initiés au	Indicateur Nombre de ménages sans terre regroupés ayant obtenu la terre pour la culture maraîchère Niveau de référence : 0	Rapport d'activités			X	X	X	X			

Maraichage sur des terres marginales (bas-fonds, terres peu fertiles).	Cible : 1500		Rapport d'activités		x	x	x	x			
Produit 3.3.2. Sept (7) mutuelles d'éleveurs sont formées sur l'amélioration de la gestion des pâturages en vue	Indicateur Nombre de mutuelles d'éleveurs formées sur l'amélioration de la gestion des pâturages en vue Niveau de référence : 0 Cible : 7	Rapport d'activités			x	x	x	x			
Produit 3.3.3. 1.500 agri-éleveurs vulnérables sont initiés à la pratique d'élevages pilotes (aviculture, cuniculture...) et moins exigeants en ressources foncière comme alternative aux cultures vivrières extensifs.	Indicateur Nombre d'agri-éleveurs vulnérables sont initiés à la pratique d'élevages pilotes Niveau de référence : 0 Cible : 20	Rapport d'activités			x	x	x	x			
Produit 3.3.4. 2 marchés sont réhabilités à Numbi et Lumishi et 2 comités de gestion sont installés et formés	Indicateur Nombre de marchés réhabilités Niveau de référence : 0 Cible : 2  Indicateur Nombre de comités installés et formés Niveau de référence : 0 Cible : 2	Rapport d'activités					x	x			
Produit 3.3.5. Au moins 3000 ménages sont structurés en	Indicateur Nombre de ménages structurés en OP ou mutuelles éleveurs	Rapport d'activités			x	x	x	x			

organisations paysannes et en mutuelles d'éleveurs	<p><b>Niveau de référence : TBD</b>  <b>Cible : 3000</b></p> <p><b>Indicateur</b>  Pourcentage de femmes participant dans comités de gestion des OP et mutuelles éleveurs  <b>Niveau de référence : TBD</b>  <b>Cible : 30%</b></p>	<p>Liste des membres des comités de gestion des structures</p>	X	X	X	X	X	X
<p><b>Produit 3.3.6. 40</b>  moniteurs agricoles, vétérinaires de l'inspection de l'agriculture et du Développement rural formés sur la législation agricole et dotés de textes légaux régissant l'agriculture et l'élevage en RDC</p>	<p><b>Indicateur</b>  Nombre de moniteurs agricoles formés et dotés de textes légaux  <b>Niveau de référence : 0</b>  <b>Cible : 40</b></p>	<p>Rapport d'activités</p>	X	X	X	X	X	X
<p><b>Produit 3.3.7.</b>  Un cadre de concertation/plate-forme d'échanges entre agriculteurs et éleveurs en se basant sur la structuration de ces derniers en mutuelles éleveurs et organisations paysannes et en capitalisant la dynamique créée par les CDM est favorisée</p>	<p><b>Indicateur</b>  Nombre de cadres mixtes agriculteurs - éleveurs  <b>Niveau de référence : 0</b>  <b>Cible : 1</b></p>	<p>Rapport d'activités</p>	X	X	X	X	X	X

## **Annexe C- Contribution du projet à la réalisation des indicateurs d'impact de la stratégie ISSSS**

Le cadre logique du présent projet s'inspire largement de celui de la stratégie ISSSS. En effet, le projet veut contribuer au but global de la stabilisation, celui d'assurer que la population et le Gouvernement congolais acquièrent une responsabilité et une capacité de faire face et de réduire les principales causes de conflits violents dans la partie Est de la RDC, et que soient réunies les conditions de légitimité du contrat social et du développement socio-économique à long terme. Pour se faire, il s'articule autour de trois des piliers de la stratégie :

- **Promotion du dialogue démocratique** : à travers le renforcement des capacités des structures communautaires qui canalisent les discours communautaires, la sensibilisation des communautés sur la résolution pacifique des conflits, l'instauration des mécanismes communautaires de prévention et résolution des conflits ;
- **Restauration de l'autorité de l'Etat** : grâce à l'amélioration de l'accès aux services administratifs essentiels, dont le déploiement des éléments formés de la PNC, l'amélioration de la situation socio-économique, sécuritaire et sociale induite de la réhabilitation de la route ;
- **Réinsertion, réintégration et relance économique** : en créant des débouchés économiques pour les groupes à risques (femmes chefs de ménages, femmes vulnérables, populations autochtones), en améliorant les AGRs comme sources de moyens de subsistance.

Concrètement, le présent projet contribue aux indicateurs importants de la stratégie ISSSS suivants :

- **Indicateur de l'objectif global** : Pourcentage de la population dans les zones prioritaires de stabilisation qui estime que l'Est de la RDC est sur la voie de la paix et de la stabilité. (désagrégé par sexe, groupe social / ethnique et l'âge) ;
- **Sous – indicateur 1 de l'objectif global** : Nombre d'incidents de violence signalés dans les zones du projet (désagrégé en violence contre les / des groupes, contre des personnes et contre les biens. (désagrégé par sexe et âge).
- **Sous – indicateur 3 de l'objectif global** : Degré de participation de la population à la vie politique à travers des plateformes de dialogue locales et provinciales pour la consolidation de la paix entre l'Etat et la société (participation désagrégée par sexe, âge, groupe social, ethnique, etc.)
- **Sous – indicateur 4 de l'objectif global** : Niveau de l'activité économique dans les zones de stabilisation (désagrégé par sexe et âge)

L'impact des résultats attendus du présent projet ne porte pas que sur l'amélioration de la stabilisation et de la reconstruction sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo. Il contribue aussi aux indicateurs mesurables autrement que par la perception. A cet effet, nous pouvons lister :

- **Indicateur 2 du résultat 1.1.** : Nombre d'associations féminines qui existent au niveau communautaire et qui participent régulièrement et activement aux plateformes de dialogue et du processus de prise de décision au sein de la communauté,



- Indicateur 2 du résultat 3.2. : Nombre d'enquêtes en conformité avec la loi par rapport au nombre d'incidents signalés à la PNC. (ventilées par sexe, groupe social / ethnique et l'âge de la personne qui dépose la plainte),
- Indicateur 1 du résultat 4.2. : Nombre de conflits fonciers identifiés et résolus
- Indicateur 2 du résultat 4.3. : Nombre de femmes chefs de ménage et les victimes / survivantes de SGBV capables d'assurer leur subsistance en se livrant à une activité économique durable.

